

Échirolles

# ANALYSE DES BESOINS SOCIAUX

2022

*Portrait socio-démographique*

*Social, environnement : quels  
impacts réciproques pour les  
échirollois-es ?*





# À la croisée des préoccupations sociales et environnementales

L'Analyse des Besoins Sociaux 2022 réalisée par la ville d'Échirolles et son CCAS est importante et nécessaire à plus d'un titre.

Au delà du portrait socio-démographique confirmant la grande énergie humaine mais aussi les difficultés sociales auxquelles sont confrontées nos habitant-es, elle a choisi de traiter, dans sa partie qualitative, des impacts réciproques des préoccupations sociales et environnementales pour les Échirollois-es.

Dans un monde où les 10% les plus riches ont un impact carbone 8 fois supérieur aux 10% les plus pauvres, cette enquête montre combien, bien loin des clichés, les préoccupations environnementales sont présentes dans la vie quotidienne de la plupart de nos concitoyennes.

Cette préoccupation est d'autant plus réelle chez les classes populaires qu'elles sont bien souvent, et à bien des niveaux, les premières victimes des dégradations environnementales et climatiques, notamment concernant les questions de qualité de l'air et des ses conséquences en termes de santé publique.

Cette vision écologique des Échirollois-es s'ancre ainsi dans le quotidien de chacun-e, avec un volonté toujours affirmée de recherche d'amélioration de la qualité et du cadre de vie, mais également une conscience globale des enjeux pour l'avenir. Elle s'ancre aussi dans le souhait d'une plus grande convivialité que permettent toutes les formes de mobilisations collectives qui peuvent accompagner l'agriculture urbaine, la présence en ville de parcs, jardins publics et d'espaces publics végétalisés de qualité.

C'est pourquoi il est de notre responsabilité d'agir, au plus près des habitant-es, pour une éducation populaire alliant à la fois information et débats ainsi qu'encouragement des dynamiques citoyennes.

Il est également de notre responsabilité d'en finir avec un discours culpabilisant auprès des plus modestes, qui prend trop souvent les allures d'une double peine écologique et sociale, alors que tous les indicateurs prouvent que la problématique est bien ailleurs, dans un système économique inégalitaire et avide d'un développement forcément néfaste à l'environnement.

Je vous souhaite à toutes et tous une bonne lecture.



**Renzo Sulli**  
Maire d'Échirolles  
Président du CCAS de la Ville d'Échirolles



# SOMMAIRE

## Chapitre 1 Le portrait socio-démographique de la commune page 4

- **Démographie et composition des ménages** page 6
  - **Catégories socio-professionnelles et qualification** page 13
  - **Emploi et chômage** page 15
  - **Revenus et précarité** page 17
  - **Logement** page 20
  - **Santé et handicap** page 23
- Sources, acronymes et définitions page 24

## Chapitre 2 - Enquête qualitative Questions sociales et questions environnementales : quels effets mutuels sur les conditions de vie des échirollois-es ? page 27

### L'enquête : questionnements de départ et méthodologie page 28

Le point de départ de l'enquête

La mise en oeuvre de l'enquête

Les acteur-trices rencontré-es / le sociogramme des acteur-trices

Les cinq enjeux identifiés à l'interface des questions sociales et environnementales

### Les enjeux identifiés à l'interface des questions sociales et environnementales page 32

#### - Agir pour l'environnement et le climat page 33

Une conscience globalement forte des enjeux environnementaux

Une problématique d'isolation thermique des bâtiments

Une préoccupation sur la qualité de l'air, en lien avec l'évolution des mobilités

Un souhait de minimiser son impact environnemental par des pratiques quotidiennes

Une demande de plus de "nature en ville"

Les jardins collectifs, un des moyens de répondre à des enjeux environnementaux locaux

Malgré une prise de conscience, des difficultés dans le changement des pratiques

#### - Agir pour la santé page 39

L'exposition à la pollution de l'air

La qualité du logement

L'accès à une alimentation de qualité

L'aménagement de la ville

Le besoin de nature en proximité  
Le bien-être en termes de tranquillité et de sécurité  
Une préoccupation forte : la canicule  
Les projets environnementaux, facteurs d'amélioration de la santé  
Une inquiétude croissante sur l'accès aux services et aux soins

#### **- Agir contre la précarité et les inégalités sociales**

page 45

Le niveau de revenu, déterminant majeur des conditions de vie  
Une inscription spatiale de la pauvreté au regard du cadre de vie  
Les normes environnementales, un possible effet d'accentuation des difficultés sociales ?  
Un paradoxe entre l'envie de transformation et le besoin de reconnaissance sociale  
Les projets liés à l'environnement, une opportunité pour améliorer ses conditions de vie  
Les services publics de proximité, facteur de résilience  
Une opportunité pour la création de nouveaux emplois ?

#### **- Agir pour la citoyenneté et l'éducation populaire**

page 51

Le niveau de revenu, premier facteur d'impact environnemental  
Sortir du stéréotype que "les personnes en précarité se fichent de l'environnement"  
Encourager sans culpabiliser  
Soutenir la participation en donnant du sens et de la fierté  
L'exemplarité et l'acceptabilité des contraintes  
Un enjeu d'accès croisé à l'information  
Un enjeu de mobilisation citoyenne et de solidarité

#### **- Agir pour le lien social et le bien-être dans la ville**

page 56

L'aménagement des espaces publics impacte les liens sociaux  
L'impact des incivilités et nuisances sur la vie collective  
Le rôle des services de proximité et des commerces dans le bien-être dans la ville  
Un enjeu d'attractivité du territoire  
L'impact de la canicule sur les liens sociaux et le bien-être  
Le lien social de proximité, facteur de résilience  
Les actions qui concilient enjeux sociaux et environnementaux, bénéfiques pour le lien social

#### **Les contraintes et les opportunités identifiées par les acteur-trices**

page 60

#### **Conclusions de l'enquête et préconisations pour une plus grande justice sociale et environnementale**

page 64

#### **Annexes**

page 66

- Les personnes et structures interviewées pour l'enquête qualitative
- La grille d'entretien
- Bibliographie indicative

## Chapitre 1

### Le portrait socio-démographique de la commune



## Chapitre 1 : Portrait socio-démographique de la commune d'Echirolles

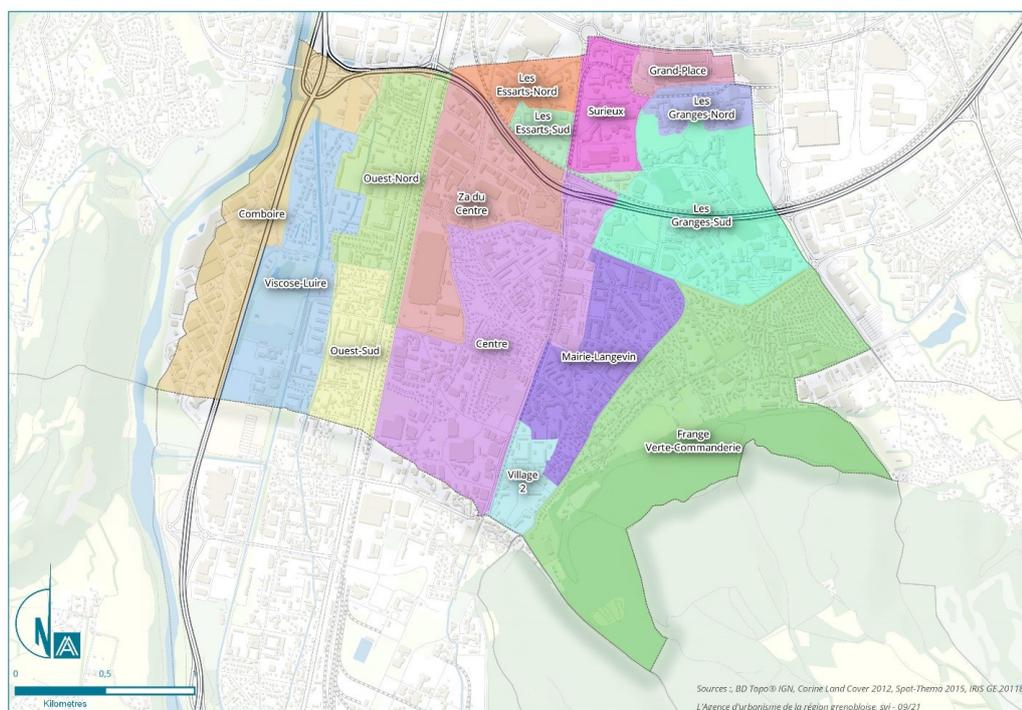
Ce premier chapitre vise à donner une vision globale des caractéristiques de la commune : quelles sont ses spécificités par rapport à l'agglomération, à d'autres communes, et à la France. Lorsque les données sont disponibles, les indicateurs sont également fournis à l'échelle des quartiers.

Ce portrait socio-démographique se nourrit de données externes, collectées auprès des principaux organismes de production d'information statistique sur la population : INSEE, CAF, Pôle Emploi, Agence Régionale de Santé... (voir les sources en fin de chapitre, page 24).

Les indicateurs chiffrés sont différemment réactifs à la conjoncture, et donc à la crise sanitaire et socio-économique. En effet, les données sur les allocataires CAF ou les demandeur-ses d'emploi sont des données récentes et exhaustives d'effectifs de bénéficiaires, alors que les données issues du recensement INSEE sont des estimations basées sur les enquêtes réalisées sur une période de cinq ans. De ce fait, les indicateurs INSEE ne reflètent pas encore les impacts de la crise sanitaire.

Concernant les données à l'échelle des quartiers, la maille la plus fine disponible est celle des Ilots Regroupés d'Information Statistique (IRIS) définis par l'INSEE : le territoire communal est découpé en 16 quartiers, selon le zonage ci-dessous. Ce zonage permet de disposer de données localisées; cependant, il n'est pas complètement satisfaisant. Par exemple, l'IRIS « Granges Sud » est composé des secteurs des Granges et des Petits Prés ; l'IRIS « Essarts Sud » compte également la copropriété du Bourg Neuf qui se situe au Sud du secteur Surieux. Nous sommes cependant contraint-es d'utiliser ce zonage, en dépit de ses défauts.

Si les indicateurs chiffrés présentent des limites, ils permettent cependant d'objectiver une situation, de suivre des évolutions dans le temps, de comparer la commune avec d'autres territoires.



D'autre part, la commune compte 3 Quartiers Politique de la Ville (QPV) qui ont été identifiés par l'État parmi les territoires les plus pauvres de l'agglomération au regard d'un critère unique : le

niveau de revenu<sup>1</sup>. Les QPV bénéficient de moyens supplémentaires spécifiques issus de l'État et de Grenoble Alpes Métropole via le Contrat de Ville. Grenoble, Saint Martin d'Hères et Fontaine comptent également des QPV.

Ces 3 QPV sont :

Essarts – Surieux (5760 habitant-es),

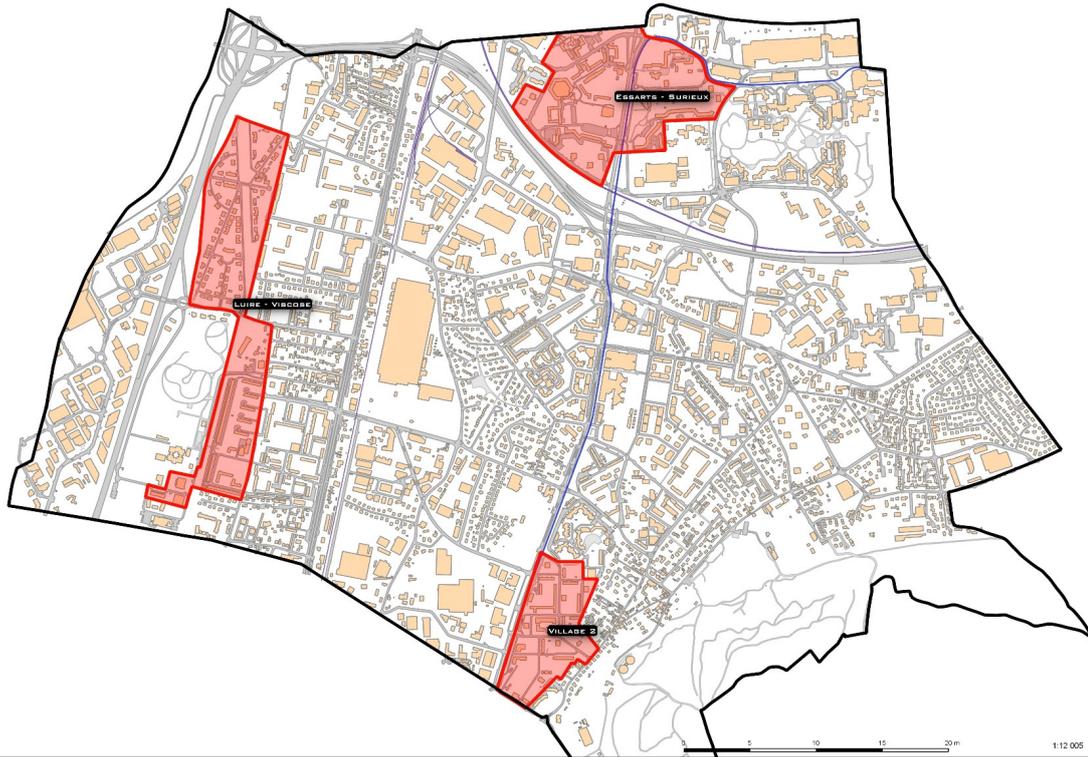
Village 2 (1790 habitant-es),

Luire-Viscose (2780 habitant-es).

Cela représente **10 330 habitant-es**, soit 28 % de la population communale.

## QUARTIERS PRIORITAIRES

POLITIQUE DE LA VILLE - Echirrolles



- Quartiers prioritaires de la politique de la ville
- Commune
- Tramway (Ligne A)
- Ferroviaire
- Bâtiments
- Cheminements
- Chaussées

Date de mise à jour : Août 2014  
Service : Egalité Démocratique Locale

Sources : © Ville d'Echirrolles - Cadastre © Droits de l'Etat réservés (2013)  
Références : NAD56 / IGN / IGN

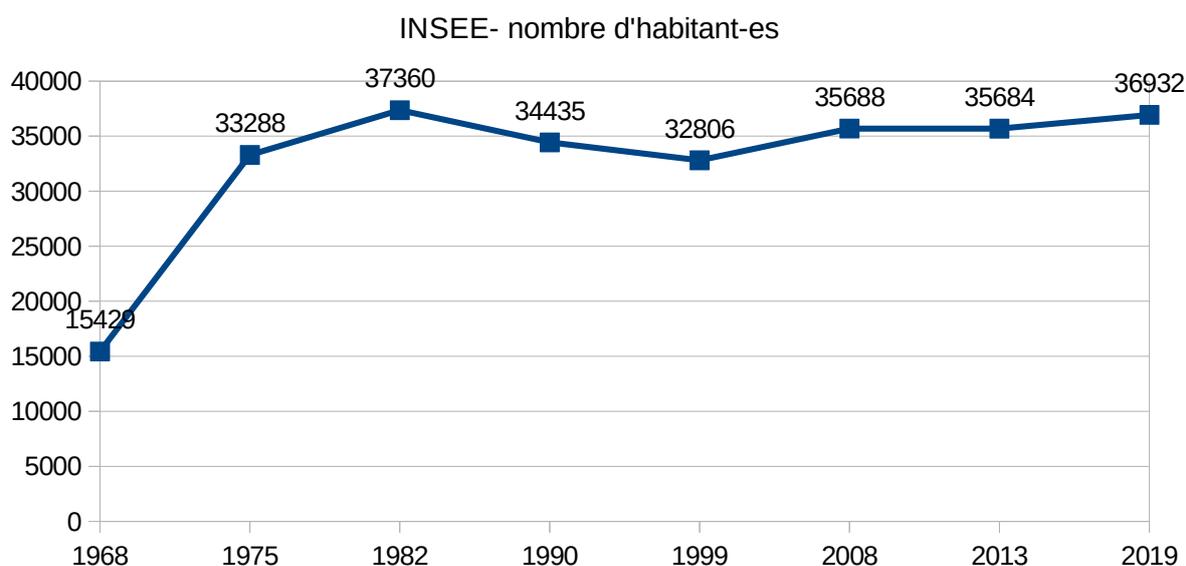
<sup>1</sup> Il y a un second critère de type administratif : un QPV doit compter plus de 2000 habitant-es, excluant de fait le quartier des Petits Prés de la géographie prioritaire.

## 1. DEMOGRAPHIE ET COMPOSITION DES MENAGES

- **Une population qui continue d'augmenter depuis 20 ans**

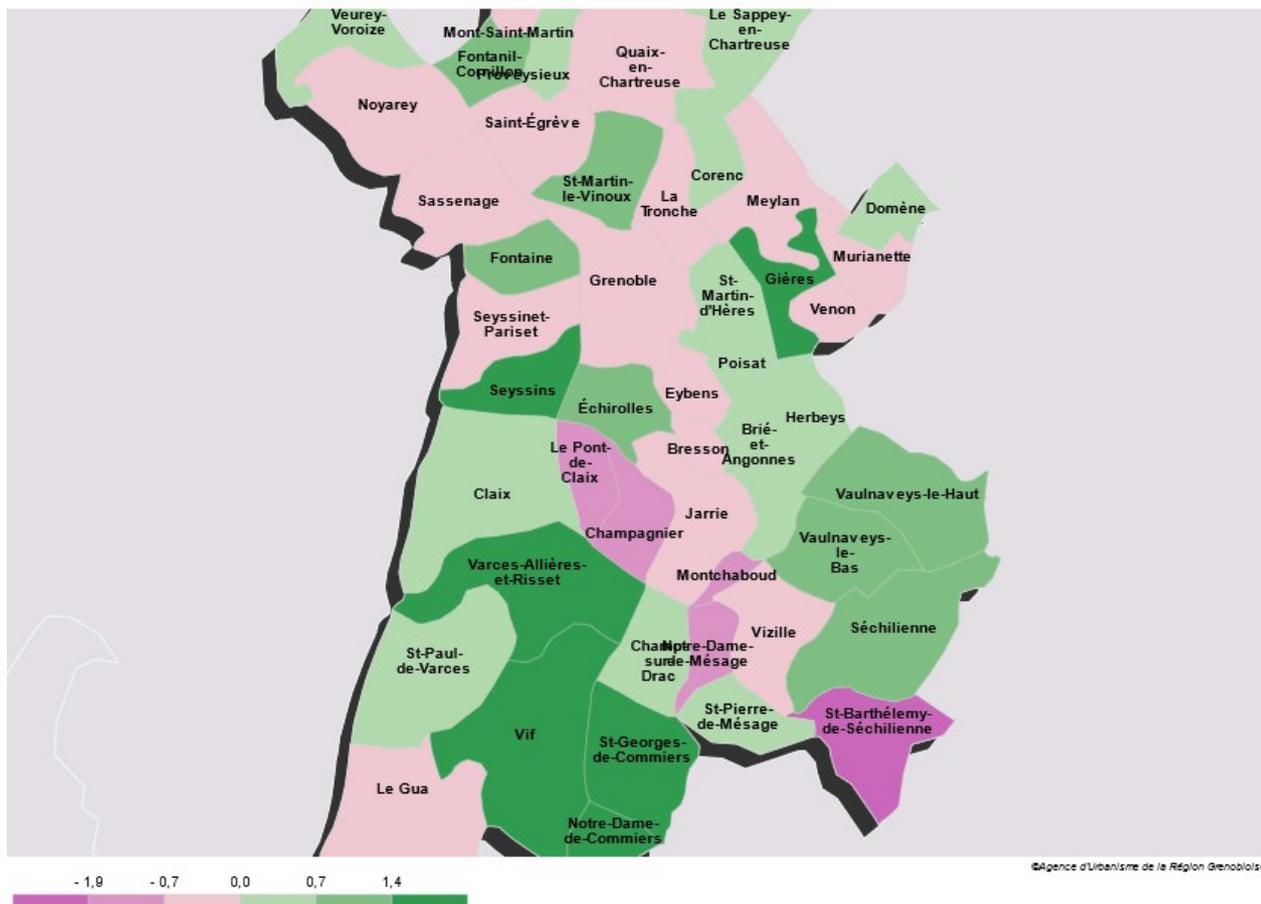
Echirolles comptait 36 932 habitant-es en 2019, soit une augmentation de +1240 habitant-es entre 2009 et 2019. La commune représente 8,3% de la population métropolitaine, faisant d'Echirolles la troisième ville du département, après Grenoble et Saint Martin d'Hères.

### Population municipale depuis 1968



Entre 2013 et 2018, la population de la commune a augmenté de + 0,7 % par an, alors que la moyenne de l'agglomération était de + 0,1 %.

Cela est dû tout particulièrement au solde naturel (nombre naissances par rapport aux décès) qui fait gagner +0,8 % par année, auquel il faut soustraire le solde migratoire (-0,1%) (nombre d'installations par rapport aux départs de la commune).

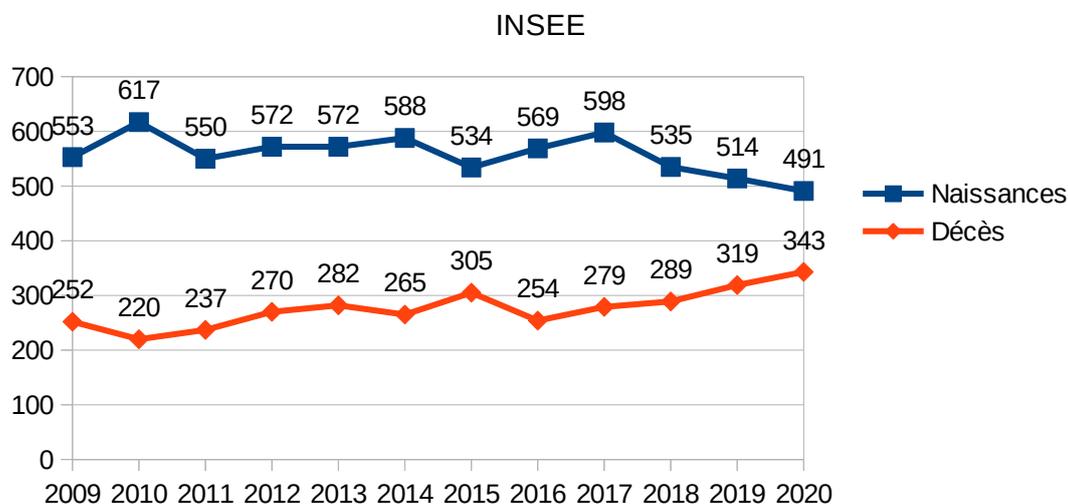


- **Une natalité dynamique, malgré une baisse depuis 2017**

Avec 491 naissances en 2020, la commune garde une natalité dynamique, malgré une baisse des naissances depuis 2017. Le taux de natalité est de 1,4% à Echirolles, plus élevé que dans l'agglomération (1,2%) et dans le département (1,1%).

Le vieillissement de la population ainsi que, très probablement, la surmortalité liée au Covid<sup>2</sup>, expliquent l'augmentation des décès (343 en 2020).

### Naissances et décès à Echirolles depuis 2009



<sup>2</sup> Il n'y a pas de données chiffrées sur les décès liés au covid à l'échelle de la commune. Cependant, au niveau national, l'INSEE relève une augmentation notable des décès en 2020. Echirolles est nécessairement également impactée par ce phénomène.

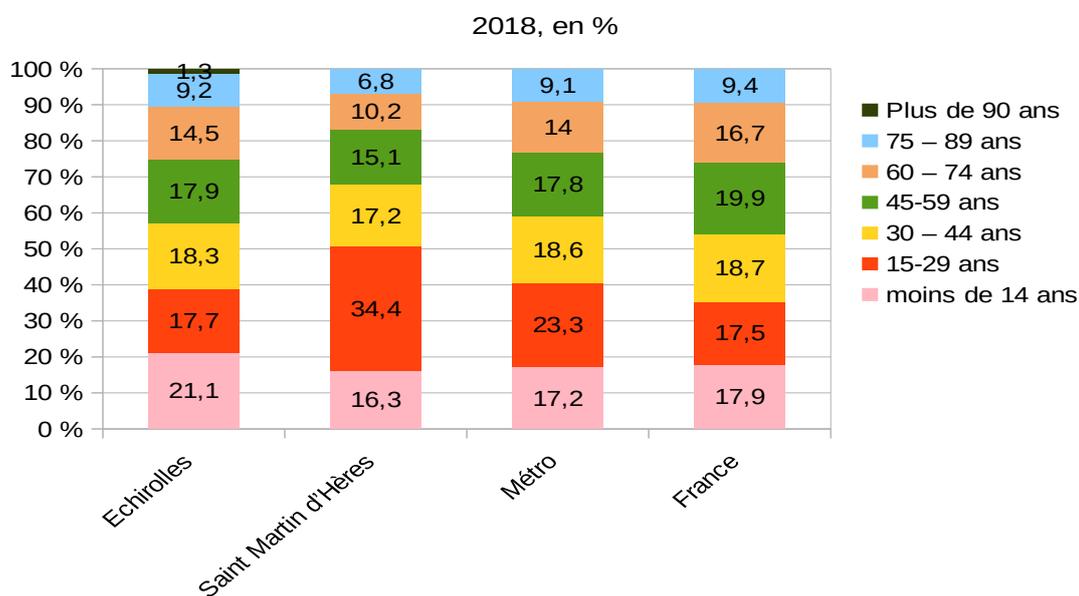
- **Des enfants et des personnes âgées surreprésenté-es**

La commune est caractérisée par une part importante d'enfants, puisque 21,1% de la population a moins de 15 ans en 2018, soit 3,9 points d'écart avec la métropole. Echirolles est une commune attractive pour les familles, notamment du fait de logements plus grands et de niveaux de loyers moins élevés que la moyenne de l'agglomération.

Les personnes de plus de 60 ans sont surreprésentées : 25% de la population a plus de 60 ans à Echirolles, soit près de 2 points de plus que dans la métropole, et 8 points de plus qu'à Saint Martin d'Hères. 470 personnes ont plus de 90 ans en 2018.

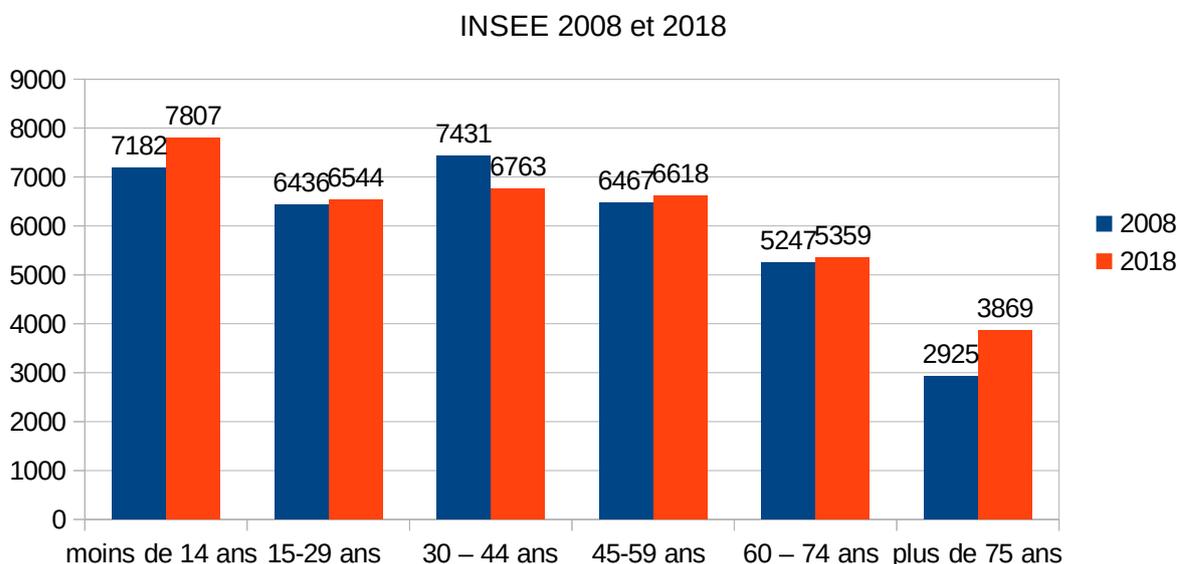
A l'inverse, les 15-29 ans sont sous-représenté-es dans la commune (17,7%) en comparaison avec la population métropolitaine (23,3%). Cela peut s'expliquer par la moindre présence des étudiant-es et des jeunes actif-ves sur le territoire par rapport à d'autres communes (notamment Grenoble et Saint Martin d'Hères).

### Structure des âges



Entre 2008 et 2018, on constate que les populations des moins de 15 ans et de plus de 75 ans ont vu leurs effectifs augmenter. A l'inverse, la population des 30-44 ans a diminué sur la période.

### Structure des âges Echirolles



On observe un vieillissement rapide de la population, principalement lié à la « gérontocroissance » avec une augmentation de +32% des plus de 75 ans depuis 2008, représentant 3869 personnes en 2018.

2306 personnes plus de 65 ans vivent seul-es en 2018, dont 967 personnes de plus de 80 ans.

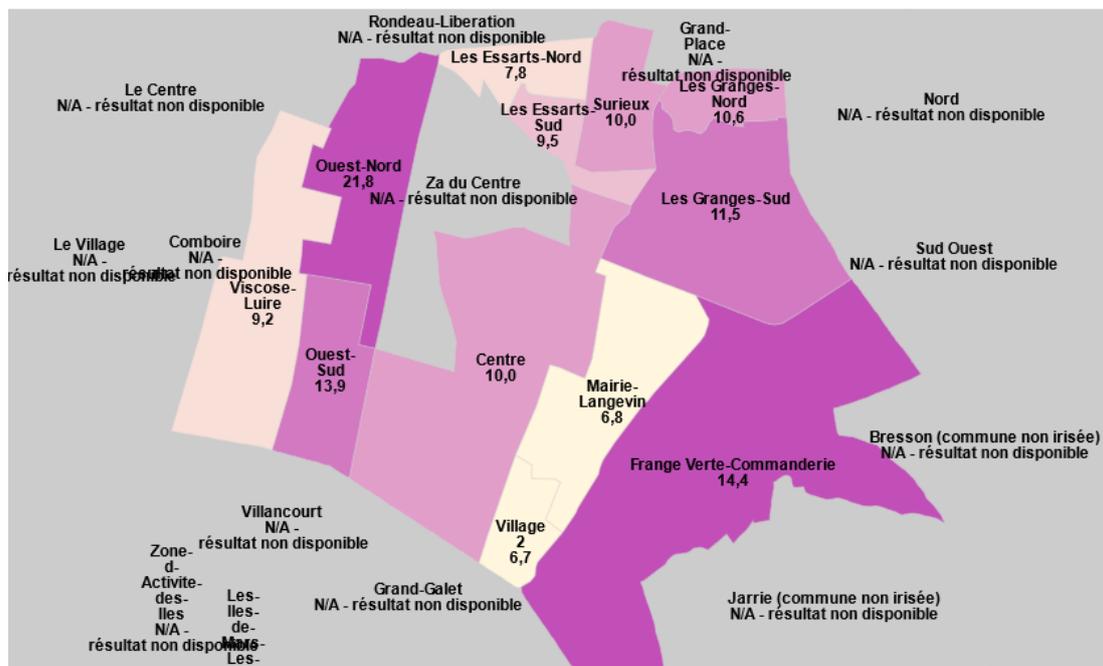
### **ZOOM : Les impacts de la crise sanitaire sur les enfants et les familles**

- Des difficultés dans le suivi de la scolarité des enfants, accentuées par les problématiques d'équipement et de compétences numériques,
- Des problématiques de santé : sommeil (rupture des rythmes), alimentation (prise de poids), anxiété des enfants...
- Une vie quotidienne confinée qui a généré des tensions intrafamiliales, d'autant plus lorsque les conditions de vie sont difficiles (logements surpeuplés, mal isolés phoniquement..),
- Une recrudescence des violences intrafamiliales (sur les enfants, les femmes),
- Une précarisation économique des familles, en témoigne la sollicitation des aides alimentaires,
- Certaines familles se sont éloignées des services pendant les confinements, et ne reviennent pas toutes dans les structures et vers les activités qu'elles fréquentaient auparavant.

- **Des spécificités marquées par quartiers**

Les différents quartiers d'Echirolles ont des spécificités très marquées, comme on peut l'observer pour les plus de 75 ans en 2018 : alors que les plus de 75 ans représentent 10,5 % de la population communale, certains quartiers compte une population âgée beaucoup plus importante : Ouest Nord (21,8%), Frange verte – Commanderie (14,4%), Ouest Sud (13,9%), ainsi que Granges Sud (11,5%). A l'inverse, certains quartiers comptent une population de plus de 75 ans inférieure à la moyenne communale : Village 2 (6,7%), Mairie-Langevin, Essarts Nord, Essarts Sud, Luire-Viscose.

% des plus de 75 ans - Source :



Les trois Quartiers Politique de la Ville (QPV) restent plus jeunes que la moyenne échirolloise. Cependant, on constate un vieillissement de leur population, qui correspond à l'arrivée à l'âge de la retraite des habitant-es installé-es depuis le début de leur vie active dans ces secteurs.

### Témoignage

« Avec l'enjeu démographique et épidémiologique (plus de pathologies chroniques, plus de personnes en situation de lourdes dépendances à domicile, plus de personnes âgées dans la population générale), les enjeux d'accessibilité aux services et de prévention liée à l'environnement pour éviter des dégradations de situations sont essentiels aujourd'hui ».

- Pôle gérontologique et handicap CCAS, juillet 2021.

- **Un nombre important de familles avec enfants**

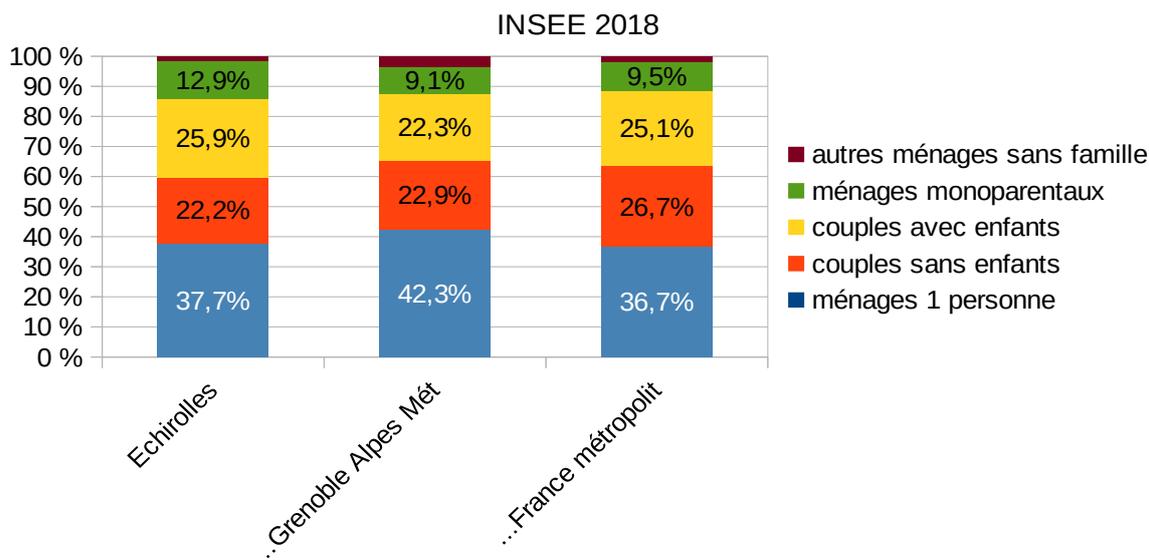
Echirolles compte 16 000 ménages en 2018.

**38,8% sont des ménages avec enfants** (couple ou parent isolé), soit 7,4 points de plus que dans l'agglomération. Les quartiers dans lesquels les ménages avec enfants sont les plus nombreux sont les QPV : Essarts (plus d'un ménage sur deux), Surieux, Village 2, Luire-Viscose ainsi que Granges Sud.

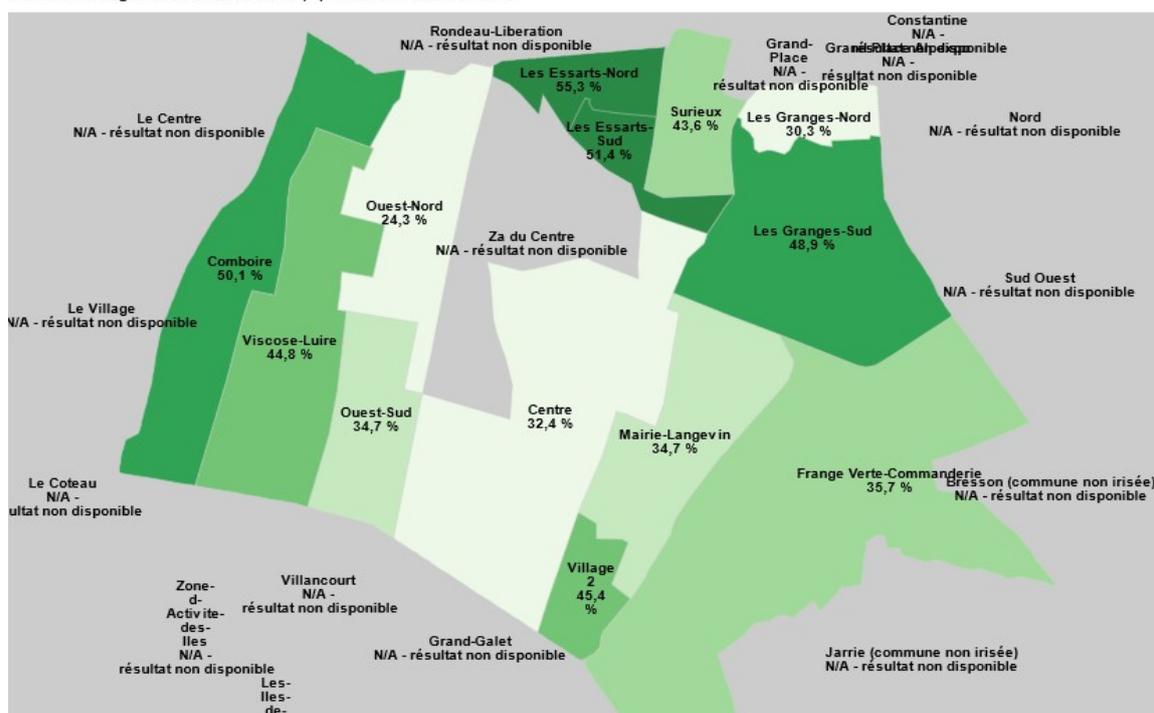
On constate également une surreprésentation de familles nombreuses à Echirolles : 1360 familles comptent au moins 3 enfants.

**12,9% des ménages sont des familles monoparentales**, soit 3,8 points de plus que la moyenne de l'agglomération grenobloise.

## Composition des ménages



Part de ménages avec enfants 2018 (%) - Source : INSEE RGP 2018



**La part de personnes qui vivent seules à Echiroles (37,7%)** est proche de la moyenne nationale, mais nettement inférieure à la moyenne avec l'agglomération (4,6 points d'écart). Cependant, entre 2008 et 2018, la part de personnes seules a augmenté de +25%, passant de 4830 à 6040 personnes.

L'écart avec la métropole sur la part de personnes isolées peut s'expliquer notamment par le fait que la métropole accueille un nombre très important d'étudiant-es et de jeunes actif-ves, qui sont moins présent-es à Echiroles que dans d'autres communes comme Grenoble ou Saint Martin d'Hères.

Les « ménages sans famille » (1,4 % des ménages) sont composés de plusieurs personnes isolées qui habitent un même logement (colocataires notamment, alimentant l'hypothèse d'une moindre présence étudiante).

**ZOOM : les personnes âgées, un public particulièrement fragile face au virus du covid**

- Une vulnérabilité des personnes âgées au Covid (3/4 des personnes décédées entre mars 2020 et juillet 2021 ont plus de 75 ans),
- Une forte crainte du virus, générant de l'anxiété, voire des symptômes dépressifs,
- Un isolement provoqué par les confinements successifs,
- Une dégradation des situations : aggravation de la perte d'autonomie, révision des plans d'aide, « glissement » du fait de l'isolement ou post-infection Covid...

## 2. CATEGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES ET QUALIFICATION

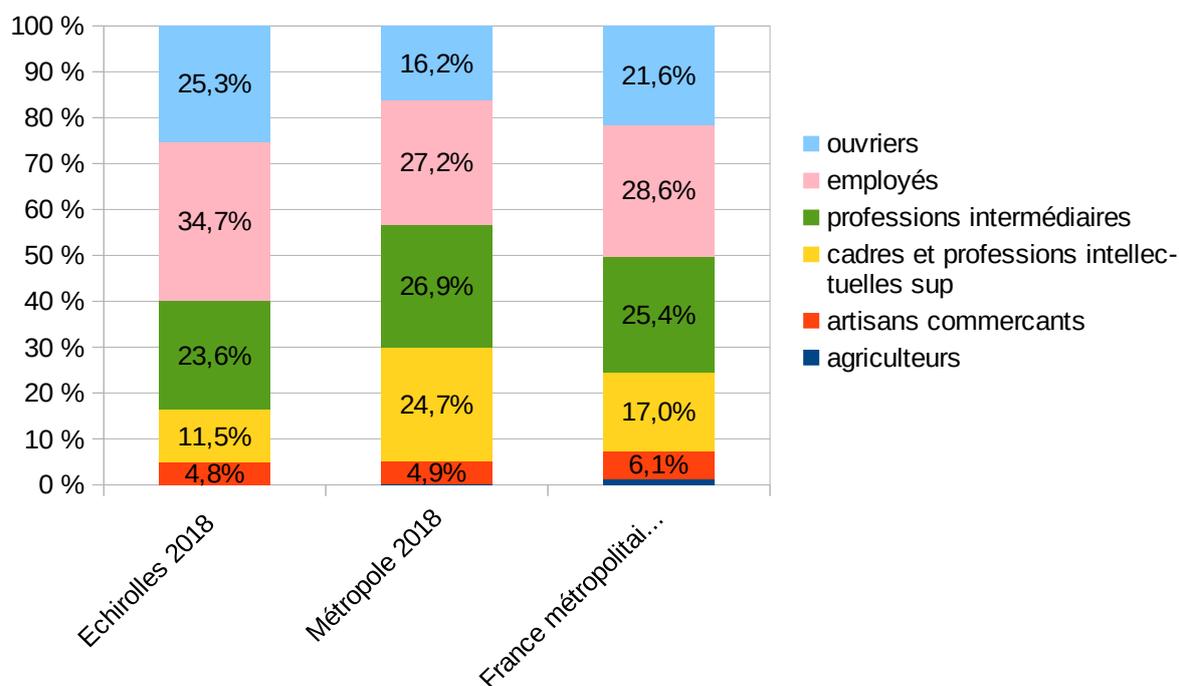
- **Des ménages plus modestes que dans l'agglomération**

Les échirollois-es appartiennent à des catégories socio-professionnelles plus modestes que la moyenne de l'agglomération. Près de 60% de la population active est ouvrière ou employée, alors que ces deux catégories ne représentent que 50% des actif-ves en France métropolitaine et 43% dans l'agglomération.

Les cadres et professions intellectuelles supérieures sont beaucoup moins présents à Echirolles (11,5%) que dans l'agglomération (près d'un quart des actif-ves), et résident tout particulièrement dans certains secteurs : Frange Verte – Commanderie, Mairie – Langevin, Ouest Nord et Ouest Sud.

### Population active selon la catégorie socio-professionnelle

INSEE RGP 2018

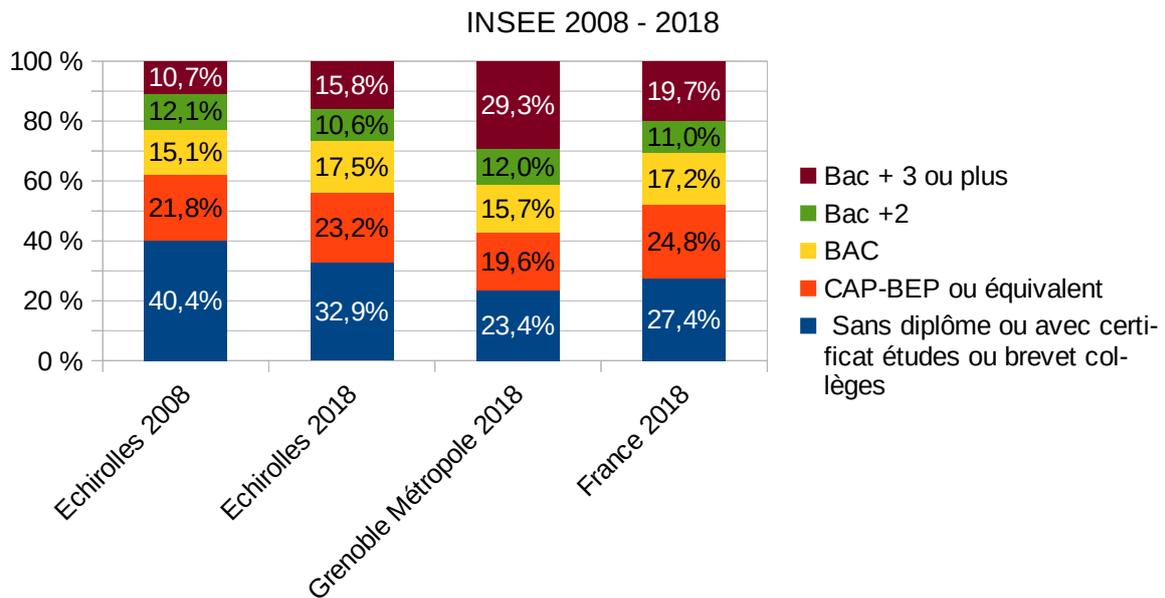


- **Un niveau de qualification plus bas que l'agglomération, mais qui tend à augmenter**

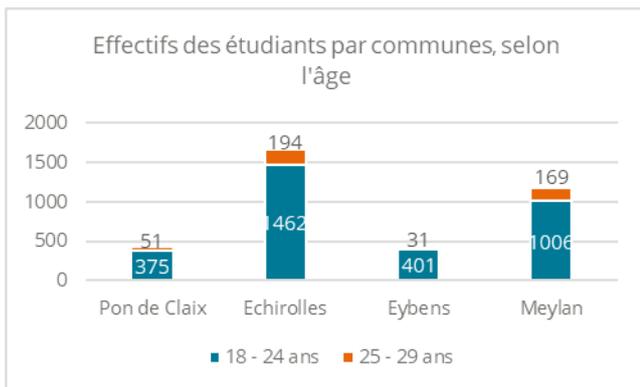
Les échirollois-ses sont beaucoup moins qualifié-es que la moyenne de l'agglomération. Un-e échirollois-e sur trois n'a aucun diplôme ou seulement le BEPC, alors que c'est le cas d'un-e habitant-e sur quatre dans l'agglomération. A l'inverse, 15,8% des échirollois-es sont titulaires d'un niveau Bac+3 au moins, contre plus de 29% des métropolitain-es.

Cependant, Echirolles suit la tendance nationale d'élévation du niveau de diplôme de la population: la part des personnes sans diplôme ou seulement titulaire du BEPC a reculé de 7 points en 10 ans (2008 - 2018), de même que la part des personnes titulaires d'un bac +3 au moins a augmenté de 5 points.

## Diplôme le plus élevé obtenu



A Echirolles, 1462 étudiant-es de 18 à 24 ans, et 194 de plus de 25 ans étaient recensé-es<sup>3</sup>.



**La proportion des jeunes âgé-es de 18 à 24 ans en étude diminue à Échirolles**, passant de 51% en 2012 à 46 % en 2017. Cette proportion, proche de celle enregistrée par Eybens et Pont-de-Claix, est par ailleurs très inférieure à celle observée à l'échelle de la Métro, qui s'établit à 69 % des 18-24 ans. Cet écart ne traduit pas forcément une moindre poursuite d'études de la part des jeunes Échirollois-es, car les étudiant-es originaires d'Échirolles ayant déménagé pour poursuivre leurs études (ex : Campus, Grenoble, autre département...) ne sont pas enregistré-es. Toutefois, la baisse de la poursuite d'études sur les 5 dernières années, contre une hausse progressive en France et en moyenne dans la Métropole, témoigne de stratégies différenciées. Ainsi, les jeunes échirollois-es seraient tendanciellement moins enclin-es à poursuivre des études longues, un choix peut être expliqué par des facteurs économiques.

<sup>3</sup> Source : Insee, Fichier Mobilités Scolaires (domicile – lieu d'études) 2017.

### 3. EMPLOI ET CHOMAGE

- **Echirolles, un bassin d'emploi important**

La commune compte environ **17000 emplois**, en léger repli par rapport à 2008 (17250 emplois). Ces emplois sont répartis dans **1100 entreprises**.

Des emplois se créent encore sur le territoire, notamment avec l'extension de l'entreprise ATOS dans le cadre du projet Grand'Alpe (secteur des Granges). Cependant, l'impact de la crise sanitaire sur l'économie pourrait également avoir des conséquences sur l'emploi, pour lequel les données chiffrées ne sont pas encore disponibles.

La **population active compte 15 350 personnes** de 15 à 64 ans en 2018, en régression (moins 500 actif-ves depuis 2008).

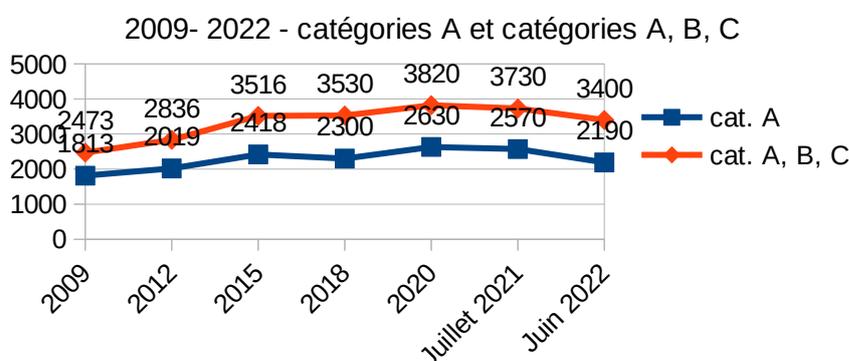
Il y a plus d'emplois que d'actif-ves sur le territoire, portant à 130 l'«indice de concentration de l'emploi». 30% des actif-ves occupé-es travaillent dans la commune.

Il existe cependant un décalage entre les catégories socio-professionnelles d'appartenance de la population active et les emplois présents sur le territoire : les emplois du territoire sont plus qualifiés que la population. Par exemple 18,2% des emplois du territoire sont répertoriés comme "cadres et professions intellectuelles supérieures" alors que seulement 11,5% des actif-ves échirollois-es occupent un emploi qui relève de cette CSP. A l'inverse, les ouvrier-ères et employé-es sont surreprésenté-es au sein de la population active d'Échirolles, comparé aux emplois des établissements de la commune.

- **Un niveau de chômage en recul, mais qui reste élevé**

On peut observer le chômage au moyen de deux indicateurs complémentaires : les demandeurs d'emploi inscrit-es auprès de Pôle Emploi (« demandeurs d'emploi en fin de mois » : DEFM) et la population active qui se déclare "inoccupée" lors du recensement réalisé par l'INSEE.

#### Demandeur-euses d'emploi inscrites à Pôle Emploi



#### - Les demandeur-se d'emploi inscrit-es à Pôle Emploi

En juin 2022, le nombre de demandeur-ses d'emploi inscrit-es à Pôle emploi s'élevait à 2190 personnes en catégorie A (personnes n'ayant eu aucune activité le mois précédent) et à 3400 personnes en catégorie A, B ou C (personnes n'ayant eu aucune activité ou ayant eu une activité réduite le mois précédent).

**Le taux de chômage s'établissait ainsi à Echirolles à 14,2% en juin 2022<sup>4</sup>** (cat. A), contre 7,3% en France ; et à 22,1% pour les cat. A,B,C.

Si le chômage recule nettement rapport à 2020, au niveau national comme à Echirolles, près d'un-e échirollois-se actif-ve sur 5 reste inscrit-e à Pôle Emploi. La population de la commune est plus

4. En recul de 2,5 points par rapport à 2020.



## 4. REVENUS ET PRECARITE

- **En moyenne, des revenus plus modestes à Echirolles**

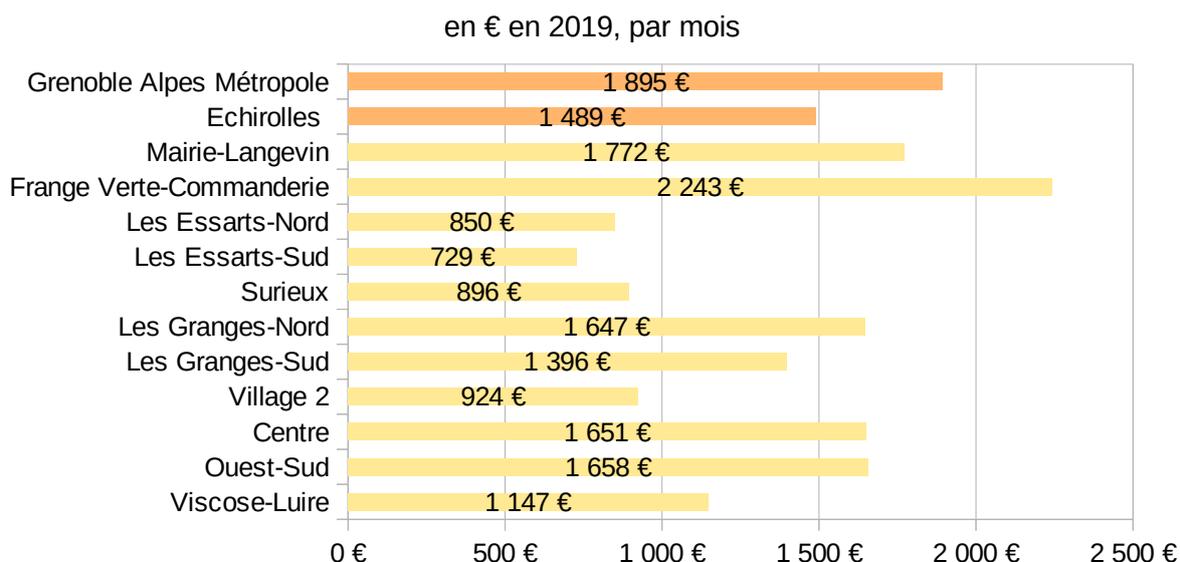
En 2019, 51% des ménages fiscaux sont imposés à Echirolles (en augmentation), soit 11 points de moins que dans l'agglomération (62%), ou 26 points de moins qu'à Meylan (75%) par exemple.

Le revenu médian déclaré par unité de consommation<sup>6</sup> est de 1895€ par mois dans l'agglomération, mais de 1489€ à Echirolles, soit 21% de moins.

Certaines catégories de ménages sont plus souvent concernées par des revenus bas : les ménages les plus jeunes, les familles monoparentales, les locataires du parc public.

On constate un écart de 1 à 3 entre les quartiers : à Essarts Sud le revenu médian est de 729€ par mois, alors qu'à Frange – Verte Commanderie il est de 2 243€.

### Revenu médian déclaré par unité de consommation



- **Une précarité particulièrement marquée à Echirolles**

Le seuil de pauvreté est fixé par rapport au revenu médian. Le seuil de 60% du revenu médian est souvent retenu comme étant le seuil de pauvreté (pauvreté relative). Il s'agit des ménages qui disposent de moins de 1102€ par unité de consommation et par mois.

A Echirolles en 2017, **21% des ménages vivent sous le seuil de pauvreté**. Ce chiffre est supérieur à la moyenne de la plupart des communes de l'agglomération. A Saint Martin d'Hères, 18% des ménages sont concernés, 19% à Grenoble, 6% à Meylan.

Les ménages monoparentaux et les plus jeunes sont les plus touchés par la pauvreté. Plus l'âge du chef de ménage avance, plus le taux de pauvreté recule. De plus, comme seuls les ménages fiscaux

<sup>6</sup> Unité de consommation : voir glossaire page 24.

sont pris en compte, la pauvreté des jeunes est ainsi sous-estimée car les jeunes adultes ne parvenant pas à décohabiter du domicile familial, faute de moyens, ne sont pas pris en compte.

### ZOOM : les impacts socio-économiques de la crise sanitaire

Une amplification des difficultés socio-économiques pendant la crise sanitaire :

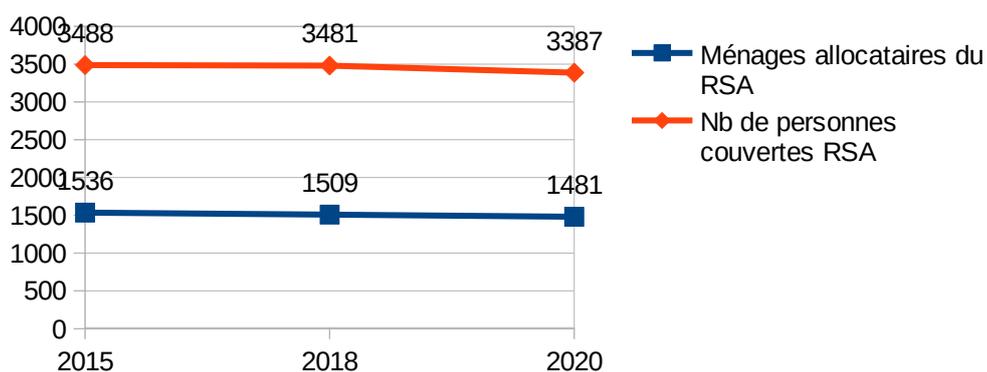
- Contrats de travail non renouvelés et embauches annulées, chômage partiel, « petits boulots » réduits, impossibilité de rechercher un emploi..
- Fermeture des accueils administratifs : difficultés d'accès et ruptures de droits, ou maintien de droits avec des indus ultérieurs,
- Augmentation des dépenses d'alimentation, notamment due à la fermeture des cantines scolaires,
- Isolement social voire souffrance psychique, liés à la crainte du virus et au confinement,
- Après les confinements, la découverte de situations sociales et de santé très dégradées.

#### • Les minima sociaux

L'évolution du nombre d'allocataires du RSA est un indicateur pertinent pour suivre l'évolution de la pauvreté. En décembre 2020, **1481 ménages étaient allocataires du RSA**, ce qui représentait 3387 personnes couvertes<sup>7</sup>.

### Nombre de ménages et personnes couvertes par le RSA

CAF - données allocataires de décembre de chaque année



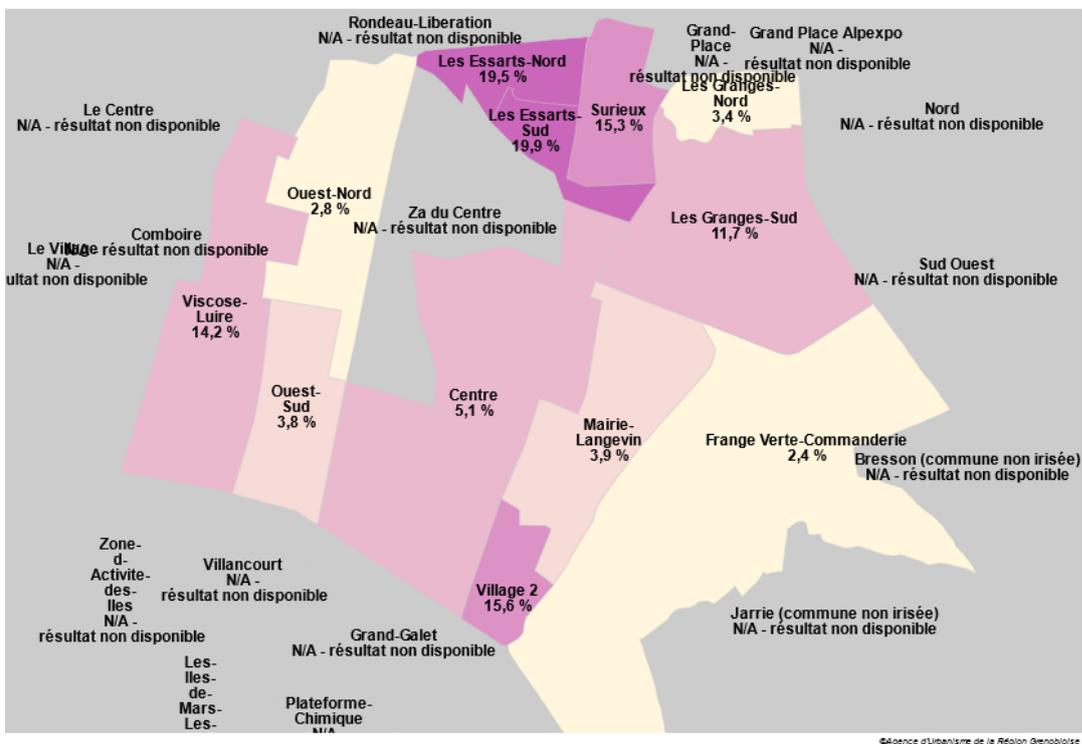
A Echirolles, 9 % de la population totale est couverte par le RSA.

Les allocataires du RSA sont particulièrement présents dans certains quartiers, comme le montre la carte de la part de la population couverte par le RSA dans la population totale. Les Quartiers Politique de la Ville concentrent le plus les allocataires du RSA, puisque 60% des allocataires y résident alors que les QPV représentent 28 % de la population communale. A Essarts Sud, 20 % de

<sup>7</sup> Voir définitions page 24.

la population totale vit dans un ménage allocataire du RSA, alors que ce n'est le cas que de 2,4% de la population vivant à la Frange Verte – Commanderie, ou 2,8 % à Ouest Nord ou Granges Nord (3,4%).

taux de personnes couvertes par le RSA dans la population totale en 2020 (%) - Source : Données allocataires décembre 2020 - INSEE RGP IRIS 2018



- **Les enfants en situation de pauvreté**

A Echirolles en 2020, 39% des ménages couverts par la CAF sont des ménages à bas revenus (27% dans l'agglomération), soit 3440 ménages. S'ajoutent 1411 ménages dits "fragiles", c'est-à-dire qui vivent au-dessus du seuil de pauvreté grâce aux prestations sociales.

On considère comme pauvres les enfants qui vivent dans un ménage à bas revenus. C'est le cas de 4250 enfants à Echirolles sur un total de 9200 enfants couverts par la CAF, soit 46,2%. Ce taux est de 29,5% dans l'agglomération.

Cette fois encore, les enfants pauvres vivent dans des familles qui résident dans certains territoires de la Ville, principalement les quartiers prioritaires de la politique de la ville (Essarts Surieux, Luire Viscose, Village 2).

## 5. LOGEMENT

- **Des logements plus grands que la moyenne de l'agglomération**

La commune comptait **17130 logements en 2018**, soit 1600 de plus qu'en 2008.

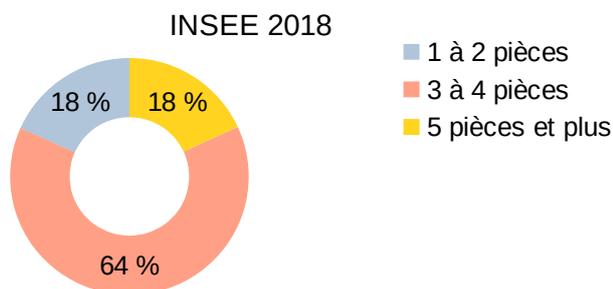
94% sont des résidences principales occupées, 5% des logements vacants, 1% des résidences secondaires.

9 logements sur 10 sont des appartements. Les maisons sont principalement situées dans les secteurs Frange Verte – Commanderie, Centre et Ouest.

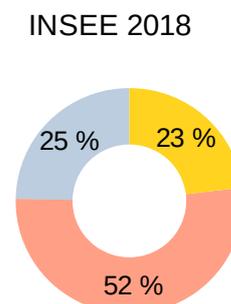
Les logements sont plus grands que la moyenne de l'agglomération : 64% de 3 ou 4 pièces (52% dans l'agglomération). Cependant, l'agglomération comptant plus de maisons, la part des logements de 5 pièces et plus y est plus importante qu'à Echirolles. A l'inverse, les petits logements (T1 et T2) représentent 18% des logements, soit presque 7 points de moins que dans l'agglomération.

La structure du logement à Echirolles explique en partie la sur-représentation de familles avec enfants, et la sous-représentation des étudiant-tes et jeunes actif-ves dont les besoins en surface sont moindres que les familles.

Nombre de pièces des logements à Echirolles



Nombre de pièces des logements dans l'agglomération grenobloise (GAM)



A Echirolles, un logement compte en moyenne 2,26 personnes (2,19 en France), ce qui montre le caractère familial de la population. La commune suit également la tendance nationale à la baisse du nombre de personnes par logement car, en 1998, un logement comptait 2,51 personnes. Cela s'explique par la baisse du nombre d'enfants par famille, mais surtout par le vieillissement de la population âgée (qui vit plus souvent seule), et par l'augmentation des séparations, qui nécessite un logement pour chaque adulte.

- **Plus d'un ménage sur trois est locataire du parc public**

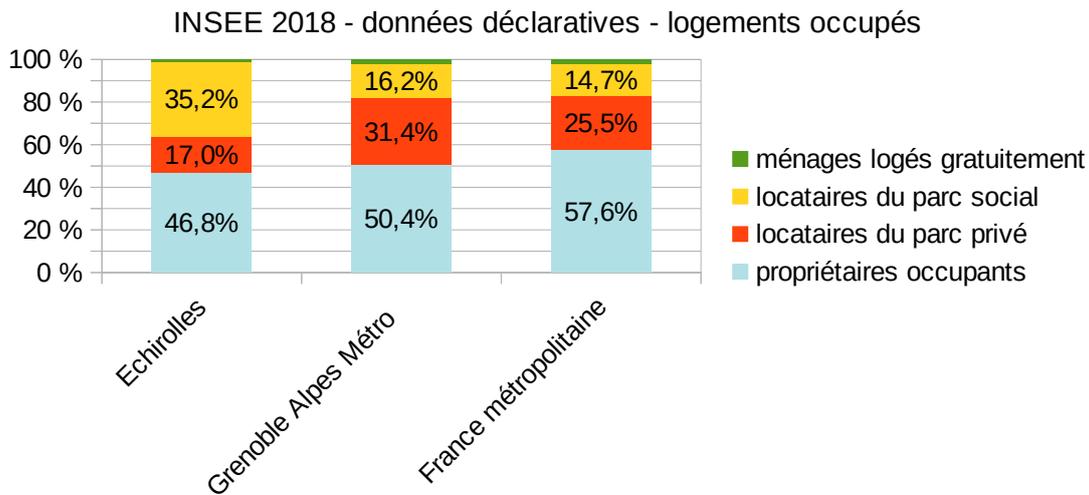
47% des ménages échirollois<sup>8</sup> sont propriétaires de leur logement, soit un niveau assez proche de l'agglomération (50% dans l'agglomération, 58% en France).

35% des ménages sont locataires du parc public, soit plus de deux fois plus que dans l'agglomération (16%).

La part des ménages locataires du parc privé est faible à Echirolles (17%) par rapport à l'agglomération (31%).

<sup>8</sup> Données déclaratives, qui concernent les résidences principales occupées.

## Statut d'occupation du logement

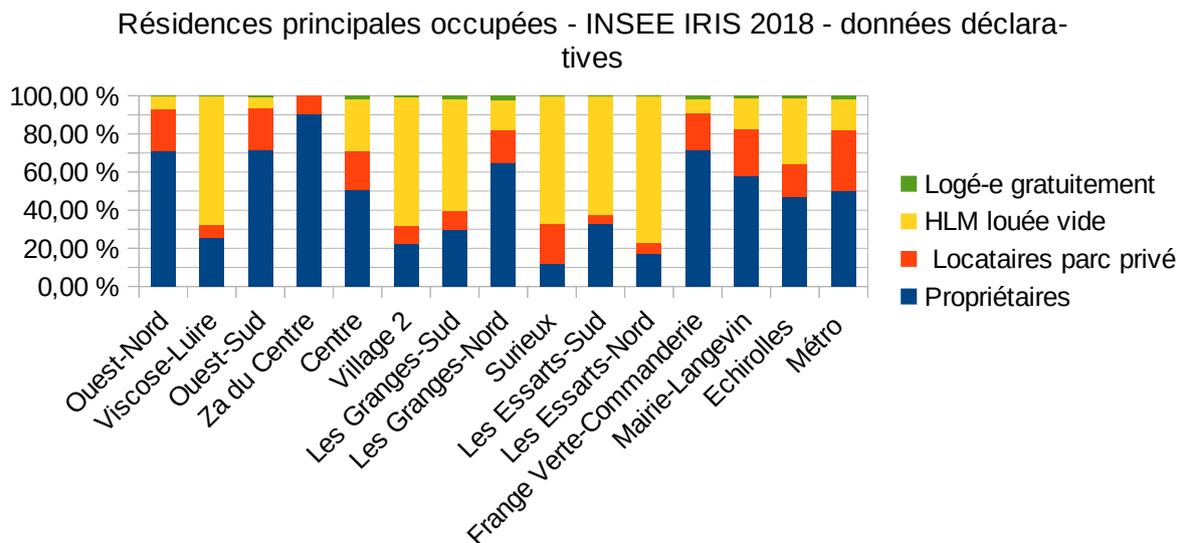


- **Des quartiers aux spécificités très marquées**

Certains secteurs comptent jusqu'à 3/4 de propriétaires (Frange Verte – Commanderie, Ouest Nord, Ouest Sud) tandis que d'autres comptent jusqu'à 3/4 de logements sociaux (Surieux, Luire-Viscose, Essarts, Village 2).

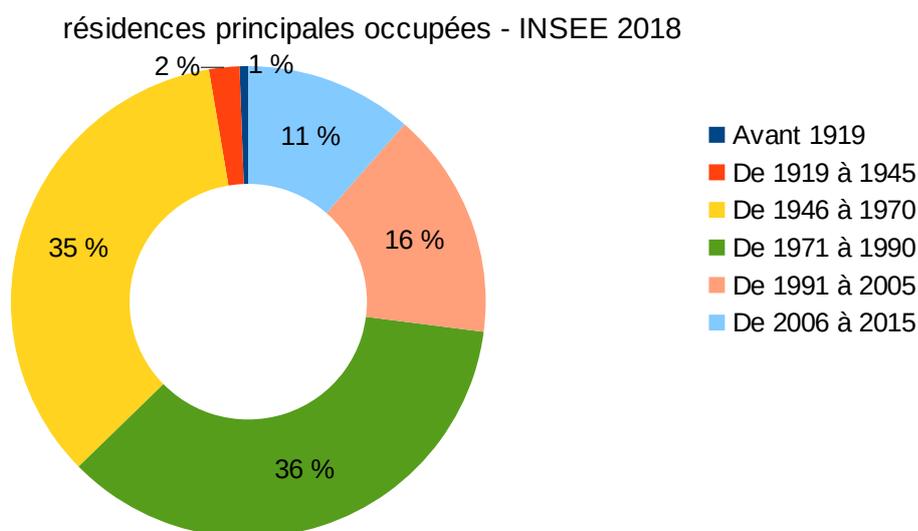
Les grands projets, de rénovation urbaine notamment, ont déjà fait évoluer le statut d'occupation des logements sur le territoire. Au Village 2, par exemple, la part de logements sociaux était de 97% avant la rénovation urbaine ; elle était passée à 67% en 2018.

## Statut d'occupation du logement



Plus d'un tiers des logements échirollois (37%) a été construit entre l'après-guerre et le début des années 70, donc avant les premières réglementations thermiques qui datent du premier choc pétrolier (1973). Ces logements sont donc potentiellement énergivores. Cependant, la majeure partie du parc de logement échirollois a été construite après 1970 (63%).

## Ancienneté du parc de logements - Echirolles



La précarité énergétique liée au logement concerne 11 % des ménages de Grenoble-Alpes Métropole, chiffre inférieur à la moyenne nationale (14 %). **A Échirolles, 9 % des ménages sont considérés précaires au regard des dépenses énergétiques du logement**<sup>9</sup>. La méthode de calcul de cet indicateur, défini par l'ONPE, permet d'approcher le Taux d'Effort Énergétique (TEE) à partir des dépenses contraintes rapportées aux ressources du ménage. La dépense énergétique «contrainte» correspond à la consommation d'énergie pour le chauffage, l'eau chaude et la ventilation du logement. Conventionnellement, le seuil en dessous duquel les personnes sont considérées en situation de précarité énergétique se situe à 8 % des ressources du ménage.

- **Les allocataires de l'aide au logement**

5250 ménages sont allocataires d'une aide au logement, soit 59% des allocataires de la CAF, en légère baisse depuis 2018.

72% des allocataires d'une aide au logement résident dans le parc public.

<sup>9</sup> Source : Observatoire National de la Précarité Énergétique (ONPE), 2021. Il existe également des données liées à la précarité énergétique liée à la mobilité (coût du carburant), non abordée ici.

## 6. SANTE ET HANDICAP

- **Des pathologies particulièrement présentes à Echirolles**

6857 personnes affiliées au régime général de la Sécurité Sociale ont au moins une Affection Longue Durée (ALD), un taux supérieur à la moyenne de l'agglomération.

La commune se détache sur certaines pathologies : diabète, allergies, asthme, qui sont particulièrement présentes dans la population. 2263 personnes ont un traitement pour le diabète, avec un taux supérieur à la moyenne de l'agglomération. On constate également une surreprésentation des problématiques de santé mentale (ALD pour maladies psychiatriques, patientes sous traitement psychotrope par exemple).

Les QPV sont plus touchés par les problématiques de santé liées à la précarité socio-économique : surpoids, diabète, maladies cardio-vasculaire, souffrance psychique.

- **Un inégal recours aux soins et à la prévention**

6555 personnes bénéficient de la C2S (Couverture Santé Solidaire, anciennement CMUC), soit 17,9% des affilié-es à la Sécurité Sociale. Le taux est de 9,4 % à l'échelle de l'agglomération grenobloise.

26% des affilié-es ont eu recours à un dentiste en 2020, ce qui est inférieur à la moyenne de l'agglomération (30%). Le taux de recours à un orthodontiste pour les jeunes de moins de 19 ans est également inférieur de moitié à la moyenne de l'agglomération.

- **Une offre de soin insuffisante au regard des besoins**

La commune accueille de nombreuses structures de soins : Hôpital Sud, Clinique des Cèdres, SOS médecins, centres de santé, soignant-es libéraux-ales... Cependant, les problématiques d'accès aux soins sont de plus en plus marquées à Echirolles : 24 médecins généralistes exercent en libéral et 7 en centre de santé. Mais 8 d'entre eux seront à la retraite en 2023. Cela représentera environ 1 médecin pour 1600 habitant-es.

L'accès à un médecin traitant est de plus en plus difficile, sachant que la population échirolloise a des besoins spécifiques liés à l'état général de santé, à la surreprésentation d'enfants et de personnes âgées, ainsi qu'aux conditions de vie précaires d'une partie de la population.

- **Une population en situation de handicap sur-représentée**

Echirolles compte 850 personnes allocataires de l'Allocation Adulte Handicapé en 2020 (AAH), soit 1400 personnes couvertes. La part de personnes couvertes par l'AAH dans la population de moins de 59 ans est de 4,9%, alors que la moyenne départementale est de 2,8%.

211 familles perçoivent l'Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (AEEH).

## Sources, acronymes et définitions

### Sources

L'ensemble des données chiffrées sont disponibles sur les sites internet des administrations (les liens sont indiqués ci dessous). Le CCAS d'Echirolles n'a à conventionner que pour un seul jeu de données : les données allocataires CAF à l'échelle des quartiers.

#### INSEE

Recensement Général de la Population (RGP) 2018 pour l'échelle communale (agrégation des échantillons d'enquêtes de 2016 à 2020) et recensement général de la population 2017 pour l'échelle infra-communale (agrégation des échantillons d'enquêtes de 2015 à 2019)

<https://www.insee.fr/fr/information/2008354>

#### CAF 2020

<http://data.caf.fr/dataset>

#### Pôle Emploi 2022

<https://statistiques.pole-emploi.org/stmt/publication>

#### Balises, ORS – ARS Rhône-Alpes, données 2020

<https://www.balises-auvergne-rhone-alpes.org/pages/interrogation.php?bl=1&ba=11>

### Acronymes

**AAH** : Allocation aux Adultes Handicapés

**AEEH** : Allocation de l'Education de l'Enfant Handicapé

**APA** : Allocation Personnalisée d'Autonomie

**CAF** : Caisse d'Allocations Familiales

**C2S** : Couverture Santé Solidaire (anciennement CMUC)

**INSEE** : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

**QPV** : Quartier prioritaire de la Politique de la Ville (Essarts-Surieux, Village 2, Luire-Viscose à Echirolles)

**RSA** : Revenu de Solidarité Active

### Définitions

#### **Allocataires dépendant-es / à bas revenus / fragiles selon la CAF**

- allocataires dépendant-es : allocataires pour lequel-les les prestations CAF représentent plus de la moitié des revenus.
- allocataires à bas revenus : allocataires dont le revenu par unité de consommation est inférieur au seuil de bas revenus, soit 1102€ en 2019
- allocataires fragiles : allocataires vivant au-dessus du seuil de bas revenus grâce aux prestations de la CAF

**Allocation Adulte Handicapé (AAH)** : pour les personnes en situation de handicap justifiant d'un taux d'incapacité d'au moins 80%. Montant 2020 : 902€ / mois.

### **Demandeur-euses d'emploi (définition Pôle Emploi) :**

catégorie A : demandeur-euses d'emploi n'ayant pas du tout travaillé au cours du mois

catégorie B : demandeur-euses d'emploi ayant exercé une activité inférieure à 78h au cours du mois

catégorie C : demandeur-euses d'emploi ayant exercé une activité supérieure à 78h au cours du mois

catégorie D et E : demandeur-euses d'emploi non tenu-es de faire des actes positifs de recherche d'emploi (malades, en formation, en contrat aidé..).

**Famille** : une famille est la partie d'un ménage comprenant au moins deux personnes et constituée:

- soit d'un couple vivant au sein du ménage, avec le cas échéant son ou ses enfant(s) appartenant au même ménage ;

- soit d'un adulte avec son ou ses enfant(s) appartenant au même ménage (famille monoparentale).

Pour qu'une personne soit enfant d'une famille, elle doit être célibataire et ne pas avoir de conjoint ou d'enfant faisant partie du même ménage. Un ménage peut comprendre zéro, une ou plusieurs familles.

**Foyer fiscal** : ensemble des personnes inscrites sur une même déclaration de revenus. Il peut y avoir plusieurs foyers fiscaux dans un seul ménage (couple non marié par exemple).

**Ménage** : ensemble des occupant-es d'un même logement, sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté (en cas de cohabitation, par exemple). Un ménage peut être composé d'une seule personne.

**Ménage sans famille** : ménage composé de plusieurs isolés qui vivent dans le même logement (colocataires notamment).

**Personnes couvertes** : ensemble des personnes d'un ménage indirectement bénéficiaires d'une prestation (conjoint-e, enfants de l'allocataire, ascendant-es)

**Population active** : regroupe la population active occupée et inoccupée (chômeur-ses).

**Population municipale** : comprend les personnes ayant leur résidence habituelle sur le territoire de la commune, dans un logement ou une communauté, les personnes sans-abri recensées sur le territoire de la commune et les personnes résidant habituellement dans une habitation mobile recensée sur le territoire de la commune.

**Revenu de Solidarité Active (RSA)** : Montant 2020 : 564€ / mois pour une personne seule, 847€ pour un couple. Prestation versée par la CAF, financée par le Département.

**Revenu médian ou niveau de vie médian** : il partage la population en deux, c'est à dire que la moitié des personnes disposent d'un niveau de vie inférieur et l'autre moitié d'un niveau de vie supérieur.

### **Seuil de bas revenus (CAF) :**

1102€ de revenu par unité de consommation en 2019.

Calcul des unités de consommation (UC) d'un ménage, selon la CAF : 1 adulte = 1 UC, conjoint ou personne de plus de 14 ans = 0,5 UC, enfants de moins de 14 ans = 0,3 UC, majoration ménage monoparental + 0,2 UC.



**Seuil de pauvreté** : il est fixé par rapport au revenu médian\*. En Europe, on utilise le plus souvent le seuil de pauvreté à 60% du revenu médian, soit 1102€ / mois en 2019 par unité de consommation.

**Taux de pauvreté** : proportion d'individus (ou de ménages) dont le niveau de vie est inférieur pour une année donnée à un seuil, dénommé seuil de pauvreté (exprimé en euros), soit 60 % du niveau de vie médian.

**Taux standardisé** : taux que l'on observerait dans une population donnée si celle-ci avait la même structure par âge qu'une population de référence.

Crédit dessin : Pascale Merle

**Unité de consommation** : système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes.

- 1 UC pour le premier adulte du ménage ;
- 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ;
- 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.

La CAF attribue +0,2 UC pour une famille monoparentale.

## **Chapitre 2**

### **Enquête qualitative**

**Questions sociales et questions environnementales :  
quels effets mutuels sur les conditions de vie des  
échirollois-es ?**



## L'enquête : questionnements de départ et méthodologie

- **Le point de départ de l'enquête**

Au delà du suivi des indicateurs sociaux, l'Analyse des Besoins Sociaux est l'occasion de questionner les habitant-es et les acteur-trices du territoire sur une problématique qui semble passer "sous les radars" des indicateurs chiffrés. L'Analyse des Besoins Sociaux permet d'aller questionner une problématique émergente, dans l'objectif de **faire évoluer notre intervention au moyen d'une grille de lecture renouvelée des préoccupations de la population.**

Les impacts réciproques des questions environnementales sur les questions sociales ont semblé être une question intéressante à approfondir, pour plusieurs raisons.



- Alors que de nombreux projets et services oeuvrent dans le sens d'une amélioration des conditions de vie sociales ou environnementales, **l'interdépendance entre les deux thématiques semble encore très souvent peu conscientisée**<sup>10</sup>. Pourtant, de manière très concrète, les services municipaux ont des interfaces de plus en plus opérationnelles et transversales, entre social et environnement. A titre d'exemple, on peut citer :

- le plan canicule et le plan grand froid, gérés par le CCAS, sont de fait très liés aux événements climatiques, et nécessitent une intervention concertée des acteurs,
- le plan Air, Energie, Climat porté par le service "Développement durable, transition écologique et adaptation" intègre un axe de travail "santé environnementale",
- l'intervention des Maisons des habitant-es dans ce champ, dans le cadre de l'axe : "Améliorer les conditions de vie des habitant-es en s'appuyant sur l'économie sociale et solidaire".

- **La population échirolloise est particulièrement vulnérable aux impacts environnementaux**, pour différentes raisons qui sont précisées dans le chapitre 1, portant sur le portrait socio-démographique de la commune :

- Des raisons démographiques : beaucoup d'enfants en bas âge, de personnes âgées, qui sont de fait des populations plus vulnérables à la canicule ou à la pollution notamment,
- Des raisons sanitaires : handicap, maladies chroniques, pathologies mentales sont sur-représentées à Echirolles,
- Des raisons socio-économiques : une partie de la population est en situation socio-économique précaire, ainsi pénalisée pour l'accès aux soins, l'accès à une alimentation de qualité, et à un certain nombre d'opportunités permettant de mieux se protéger des impacts environnementaux.

- Dans l'imaginaire collectif, **il semblerait communément admis que les questions environnementales intéressent peu les classes populaires**, qui auraient d'autres préoccupations du fait de leurs difficultés sociales. Cependant, l'engouement des habitant-es d'Echirolles pour certaines actions, notamment les jardins collectifs, les actions de réemploi, d'achats groupés... tendait à montrer que les questions environnementales intéressent et mobilisent tous les groupes

<sup>10</sup> Jacques Theys avait écrit en 2007 : "Pourquoi les préoccupations sociales et environnementales s'ignorent-elles mutuellement ? Un essai d'interprétation à partir des inégalités écologiques." Editions de l'université de Bruxelles.

sociaux, et non seulement "bobos". La porte d'entrée étant souvent économique, elle n'est pas toujours identifiée par les habitant-es comme étant liée au "développement durable".

Ainsi, le Comité de pilotage partenarial de l'Analyse des Besoins Sociaux, réuni fin 2019, a validé de mener une enquête qualitative portant sur la question suivante :

**Question sociales et questions environnementales,  
quels effets mutuels sur les conditions de vie des échirollois-es ?**

- **La mise en oeuvre de l'enquête**

Pour décliner les orientations du comité de pilotage partenarial piloté par la Vice-Présidente du CCAS, il a semblé pertinent de créer un groupe de travail pour la mise en oeuvre de l'enquête. Ce groupe de travail a été composé de :

- une responsable de projets du service "Développement durable, transition écologique et adaptation" de la Ville d'Echirolles,
- la coordinatrice santé du CCAS d'Echirolles,
- le chargé de mission "études sociétales" de l'Agence d'Urbanisme de la Région Grenobloise,
- et coordonné par la chargée de projets transversaux, en charge de l'Analyse des Besoins Sociaux du CCAS d'Echirolles.

La composition du groupe de travail a amené à un regard croisé dès le démarrage de l'enquête : identification des acteurs locaux à interviewer, élaboration de la grille d'enquête, passation des entretiens, qui ont été réalisés en binôme.. jusqu'à la rédaction finale. L'apport méthodologique de l'Agence d'Urbanisme de la Région Grenobloise a été précieux.

- **Les acteur-trices rencontrés / sociogramme des acteur-trices**

Une fois que la problématique a été définie, le groupe de travail s'est attelé à identifier les acteur-trices à rencontrer. Il a semblé pertinent de rencontrer différents types d'acteur-trices :

- **Des associations, des collectifs et des habitant-es impliqué-es dans des projets environnementaux.**

- **Des habitant-es rencontrés lors de la manifestation « Destination été », en juillet 2022, à la Frange Verte et au parc Géo Charles.** Les personnes rencontrées étaient plutôt des jeunes et des mères de familles, interviewé-es « au hasard ».

- **Des acteurs impliqué-es sur le territoire** : bailleur social, régie de quartier, projet Territoire Zéro chômeur de longue durée..

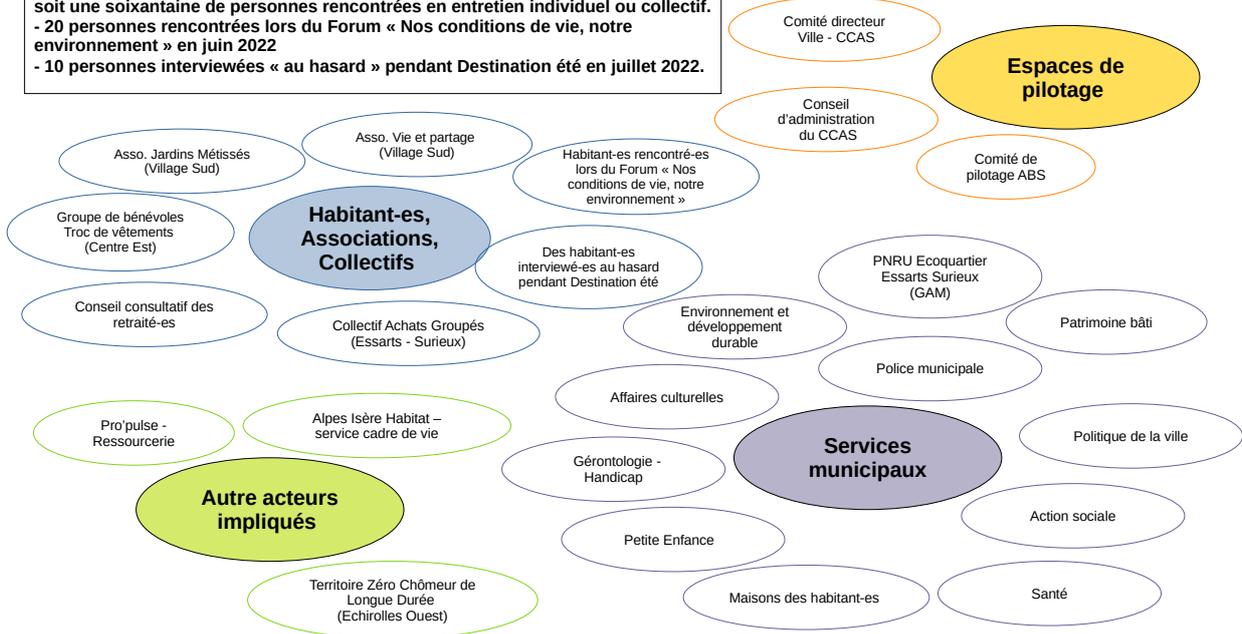
- **Des services de la Ville et du CCAS,**

- **Les espaces de pilotage de l'ABS** que nous avons considérés comme des espaces de contribution à l'analyse : comité de pilotage partenarial, comité directeur de la Ville et du CCAS..

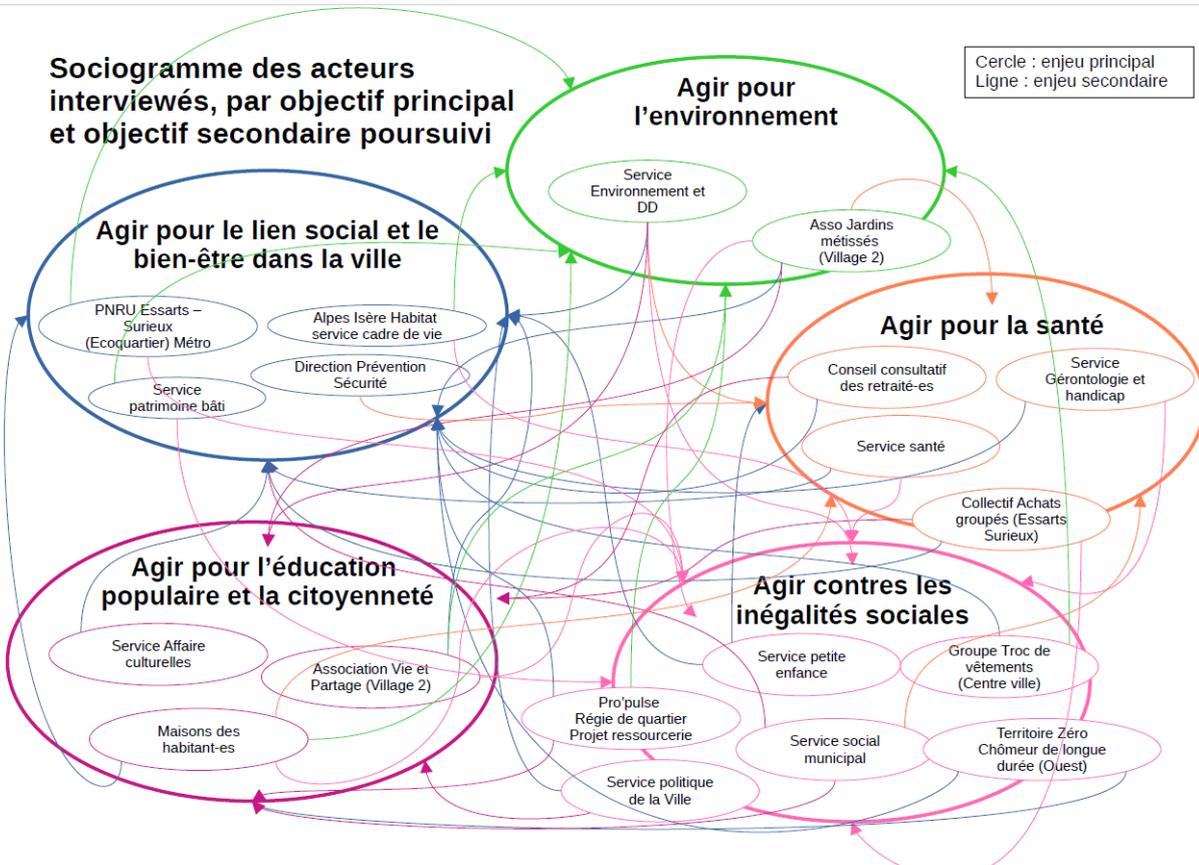
Au total, 22 organisations différentes ont été rencontrées dans la première phase de l'enquête, représentant une soixantaine de personnes. La diversité des objectifs poursuivis et des approches a été une plus-value pour l'analyse qualitative. Tous et toutes ont répondu aux questions d'une même grille d'entretien (jointe en annexe). Les entretiens se sont déroulés entre l'été 2020 et l'été 2021, puis à l'été 2022 pour les entretiens réalisés lors de Destination été.

## Les personnes rencontrées pour l'analyse thématique

- 22 associations, organisations, services, espaces de pilotage..
- soit une soixantaine de personnes rencontrées en entretien individuel ou collectif.
- 20 personnes rencontrées lors du Forum « Nos conditions de vie, notre environnement » en juin 2022
- 10 personnes interviewées « au hasard » pendant Destination été en juillet 2022.



Les acteur-trices interviewé-es peuvent être classé-es dans un sociogramme<sup>11</sup> qui met en lumière leurs objectifs principaux et secondaires poursuivis : l'illisibilité (!) du sociogramme ci-dessous montre à quel point les objectifs se croisent, se complètent, se cumulent.



<sup>11</sup> Le sociogramme a été réalisé par le groupe de travail et non pas par les acteur-trices eux même, il peut ainsi être critiqué et « amendé ».

Suite aux entretiens de 2021, il nous a semblé pertinent de proposer un temps de restitution et d'enrichissement de l'enquête qualitative, avec une présentation des premiers résultats lors d'un temps fort ouvert au public. Ce temps d'échanges s'est déroulé **le 28 juin 2022**, appelé « **Forum participatif : nos conditions de vie, notre environnement** » a permis de continuer à alimenter le débat et à recueillir des témoignages, qui sont insérés dans le présent document.

En octobre 2022, le thème de la **Semaine d'information en santé mentale**<sup>12</sup> a été : « **Pour ma santé mentale, agissons pour notre environnement** ».

La crise sanitaire et les confinements ont révélé à quel point notre environnement est l'un des déterminants majeurs de notre bien-être, depuis le logement en passant par l'aménagement de la ville, et jusqu'à la planète.

Le texte d'introduction de présentation de la semaine précise également : *de nombreuses études alertent sur l'effet de la crise climatique sur la santé mentale. La prise de conscience des enjeux liés au réchauffement peut affecter la vie quotidienne des personnes qui sont engagées dans la transition écologique. On peut voir apparaître de l'éco-anxiété, du stress post-traumatique ou encore l'aggravation de troubles psychiques déjà présents.*



Dans le cadre de la semaine d'information sur la santé mentale, un travail avec l'association de média citoyen « La petite poussée » a permis de récolter une dizaine de témoignages, assemblés dans un podcast. Les questions posées ont été les suivantes :



À Échirolles, du 10 au 21 octobre 2022  
Expositions, ateliers, balades...

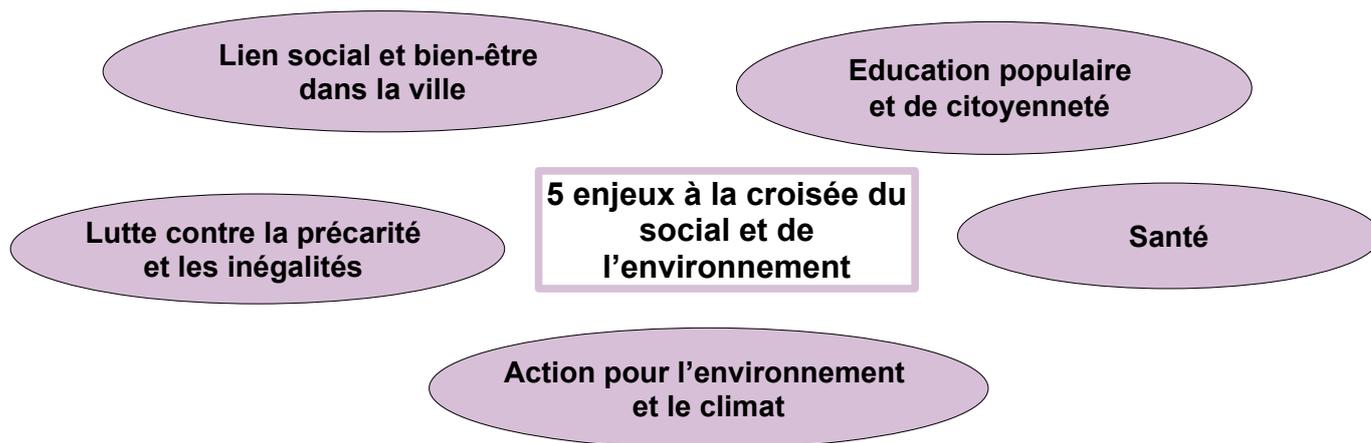
- Pouvez-vous indiquer un espace en plein air à Échirolles qui vous fait du bien ? Pour quelle raison ?
- Dans votre environnement, autour de chez vous qu'est ce qui vous plaît vous déplaît et que vous aimeriez voir inventer ? Et plus au-delà
- Est ce que le dérèglement climatique, change, ou influence votre vie ? De quelle manière ?
- Comment vous pensez qu'il est possible de contribuer à notre échelle de citoyen ?

Une exposition a également été présentée sur le thème « Un endroit où je me sens bien », composée de photographie des lieux cités par les échirolloi-ses et d'extraits de ces témoignages.

<sup>12</sup><https://www.semaines-sante-mentale.fr/sism-2/edition-2022/>

## Les cinq enjeux identifiés à l'interface des questions sociales et environnementales

Lors des premières réunions<sup>13</sup> au cours desquelles la question initiale a été présentée, il est apparu que l'ensemble des idées et propositions se structuraient autour de 5 enjeux, reproduits ci-dessous. Si l'enjeu de santé a semblé être le plus évident, d'autres ont clairement émergé, permettant de mettre à jour l'ensemble des interconnexions entre les questions sociales et environnementales. Ainsi, à la fin de chaque entretien individuel et collectif, les personnes enquêtées ont été invitées à réagir sur chacun de ces 5 enjeux.



La présente enquête est ainsi structurée à partir de ces 5 enjeux.

<sup>13</sup> Comité de pilotage partenarial de l'ABS et Conseil d'administration du CCAS, décembre 2019.

## Agir pour l'environnement et le climat



*« Toutes nos actions cumulées, au quotidien, ont un impact environnemental. C'est important d'en être conscient ».*  
Une bénévole du Troc de vêtements, MDH des Ecureuils.

*"Les questions d'environnement sont aujourd'hui un enjeu central de la société : la qualité de l'air, de l'eau, de l'alimentation..."* La directrice du service Politique de la ville.

\*\*\*

- **Une conscience globalement forte des enjeux environnementaux**

Parmi les personnes enquêtées, plusieurs portent des actions ou travaillent dans des services qui poursuivent l'objectif principal d'agir pour l'environnement. D'autres personnes portent des actions dont c'est un objectif secondaire. Quelle que soit la taille des projets qu'il-elles portent, les enquêtées expriment le fait qu'il-elles "agissent local avec une vision globale" : les questions d'environnement sont importantes pour les personnes enquêtées, à travers différents prismes.

*« Le réchauffement climatique est passé de « menace pour les générations futures » à « danger imminent », pour nous tous, maintenant ».*

Une bénévole du Troc vêtements, MDH des Ecureuils.

*« L'écologie, ça pourrait aider tout le monde. Ce serait meilleur pour le bon vivre de tous. Prendre soin de mon prochain, et mon prochain ça veut dire l'environnement ».*

Un jeune homme interviewé lors d'une animation Destination été en juillet 2022.

*« Les questions environnementales reviennent de plus en plus souvent car cette thématique intéresse de plus en plus les habitant-es. Dans le choix des auteur-es, des spectacles, nous avons un rôle à jouer ».*

La Direction des Affaires Culturelles.

Les personnes qui ont été rencontrées au hasard lors de Destination été sont différemment sensibles à la question environnementale : certain-es sont sensibilisées, d'autres beaucoup moins, voire pas du tout : *« L'écologie, oh moi je ne suis pas du tout calée ! »*

Une mère de famille interviewée lors d'une animation Destination été en juillet 2022.

Pour les personnes qui sont sensibilisées, la conscience des enjeux environnementaux se décline en plusieurs sujets récurrents : isolation thermique des logements, dépense énergétique et pollution de l'air sont les principales préoccupations.

- **Une problématique d'isolation thermique des bâtiments**

L'isolation thermique est un sujet très fréquemment cité concernant l'enjeu de lutte contre le changement climatique énoncé par les participant-es à l'enquête. L'isolation thermique des logements est à la croisée de plusieurs questions : confort d'été et d'hiver, gaspillage de l'énergie, préservation de la santé et de la précarité énergétique.

*"Sur le bâti, l'isolation thermique est un vrai enjeu, car les dépenses impactent lourdement les plus pauvres. Les appartements sont moins chauds l'hiver et plus chauds l'été".*

La directrice de la Prévention et de la Sécurité, Ville d'Echirolles.



La dépense énergétique est une préoccupation : *"On peut améliorer les comportements pour faire des économies d'énergie. Par exemple, on ne chauffe pas un logement à 22°, mais on rajoute un pull pour moins consommer. Il faut aussi que les nouvelles constructions utilisent plus encore les nouveaux matériaux isolants, des panneaux solaires."*

Une bénévole du Troc vêtements, MDH des Ecureuils.

Alors que les entretiens ont eu lieu en 2021, donc avant la crise énergétique accrue depuis 2022, plusieurs personnes enquêtée-es sont conscient-es

qu'il faudrait tendre vers plus de sobriété : énergie, déplacements, alimentation, achats...

*"Les réhabilitations thermiques sont une bonne chose pour l'environnement et pour le confort dans le logement, mais ne signifient pas mécaniquement une baisse de la facture".*

Les directeur-trices de MDH.

- **Une préoccupation sur la qualité de l'air, en lien avec l'évolution des mobilités**

Les enquêtée-es sont préoccupé-es par la pollution et la qualité de l'air qu'il-elles respirent.

*"Ce qui m'inquiète le plus, c'est la pollution de l'air. Et encore, moi je suis moins touchée que d'autres parce que j'habite vers la Frange verte, donc je suis plus loin des routes importantes ».* Une bénévole des achats groupés, MDH Essarts Surieux.

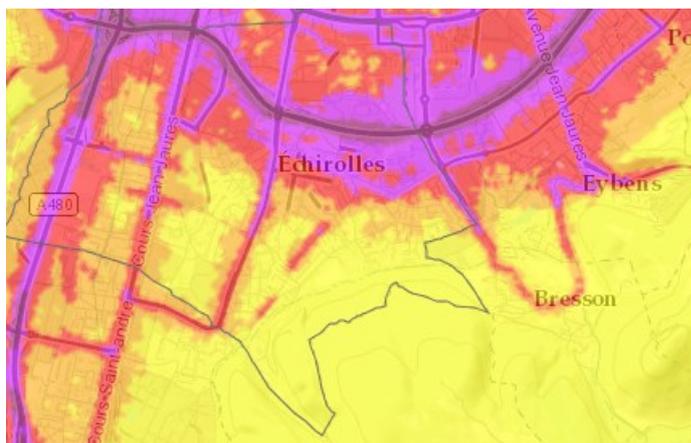
*"Quand on monte à Chamrousse et qu'on voit une nappe jaune sur Grenoble, c'est moche".*

Le permanent de l'association Vie et Partage, Village Sud.

Plusieurs enquêtée-es évoquent l'enjeu des **mobilités douces** pour améliorer la qualité de l'air : pratique du vélo, utilisation des transports en commun, de la marche à pied, qui sont favorisées par l'aménagement de la ville.

*"Il y a pas mal d'améliorations possibles de nos comportements concernant les déplacements. On n'emmène pas les enfants en voiture à l'école si l'école est à 500 mètres ! C'est important de prendre conscience qu'on peut se déplacer en polluant moins. »*

Une bénévole du Troc vêtements, MDH des Ecureuils.



Source : CEREMA

Le permanent de l'association Vie et Partage au Village Sud développe particulièrement cette dimension, avec la volonté de sensibiliser les jeunes : *"On aimerait bien avoir un mini bus électrique, parce qu'on va à des matchs (de futsal) pas très loin, mais avec des vieux bus au diesel. On fait déjà beaucoup de covoiturage. On essaie de sensibiliser sur les différents modes de transport. Là on prépare un séjour à la mer et là bas certains se déplaceront en scooters électriques et on a loué deux voitures électriques. C'est une manière de leur montrer qu'il y a plusieurs moyens de transport pour partir en vacances : le train, le covoiturage... C'est des jeunes des quartiers, d'habitude ils ont plus envie de faire du quad ! Un des jeunes a acheté un scooter électrique qui fait un peu Harley Davidson, les autres veulent l'essayer à chaque fois : c'est bien, ça ne fait pas de bruit, c'est aussi confortable qu'un scooter qui utilise de l'essence. »*

*« J'aime bien l'offre de transport qui est proposée, en transports en commun, en vélo en libre service ou trottinette, et les pistes cyclables... »*

Un jeune homme interviewé lors d'une animation Destination été en juillet 2022.

- **Un souhait de minimiser son impact environnemental par des pratiques quotidiennes**

Plusieurs enquêté-es sont conscient-e de l'impact de leur consommation et font évoluer leurs pratiques quotidiennes.

*"Faire travailler les paysans, c'est important, acheter en local. Plutôt que d'acheter des fruits qui arrivent dans des frigos, dans des camions qui ont fait 11000km depuis le Maroc ou je ne sais où. Et puis on ne sait pas comment c'est cultivé quand ça vient de loin. On limite notre impact sur la planète."*

Une bénévole des achats groupés, MDH Essarts Surieux.

Plusieurs personnes enquêtées soulignent l'importance de **la lutte contre le gaspillage et la production excessive de déchets**. Il s'agit de l'objectif principal de plusieurs actions : les confitures solidaires, le troc de vêtements, la recyclerie.. Quelques personnes ont cité l'importance du tri sélectif des déchets : *"bon, c'est pas la priorité de tout le monde, mais pour moi c'est important de bien trier. Ne serait-ce que par respect pour ceux qui ramassent, parce que les pauvres, je ne voudrais vraiment pas faire leur métier"*.

Une bénévole des achats groupés, MDH Essarts Surieux.

*"Il y a aussi une dimension environnementale à notre projet : on jette moins de textile à la poubelle et dans les bas de collecte des vêtements de la Métro, et on achète moins de vêtements faits à l'autre bout du monde"*.

Une bénévole du Troc vêtements, MDH des Ecureuils.

On peut cependant nuancer ce propos sur la conscientisation par le fait que nous avons principalement rencontré des personnes déjà impliquées dans des projets environnementaux. On a constaté que les personnes rencontrées dans l'espace public étaient plus hésitantes :

*"Je pense qu'on peut limiter la pollution, mais moi je ne suis pas le genre de personne qui fait ça, donc heu..."*

Un jeune homme interviewé lors d'une animation Destination été en juillet 2022.

Hadrien Malier, sociologue<sup>14</sup>, a observé que "les classes populaires glanent moins de profits symboliques de la valorisation publique de l'enjeu environnemental que les catégories sociales privilégiées", et sont ainsi moins enclines à valoriser spontanément leur contribution, souvent vue comme découlant de contraintes économiques fortes.

- **Une demande de plus de "nature en ville"**

Plusieurs réactions sur l'enjeu environnemental concernent l'aménagement de la ville et le cadre de vie à l'échelle locale. Les enquêté-es sont plutôt satisfaits du nombre et de la qualité des espaces publics, mais souhaitent encore plus de nature en ville. Il-elles ont des propositions très concrètes : l'accentuation de la végétalisation des espaces publics, envisagée par exemple dans le cadre du renouvellement urbain du quartier Essarts-Surieux, le développement de points d'eau pour se rafraîchir pendant l'été, des aménagements favorables aux modes doux comme les pistes cyclables et la réduction de la place de la voiture...



*"Voir de la nature, du vert devant votre fenêtre, c'est quand même plus agréable que de voir un mur, ça fait du bien. Ne serait-ce qu'avoir un balcon. Enfin, moi je n'ai pas de balcon, mais j'ai un arbre, avec un écureuil !"*

Une bénévole des achats groupés, MDH Essarts Surieux.

*"J'aime beaucoup le parc Géo Charles, parce que ça fait très nature, avec des ruisseaux qui traversent le parc, il y a un plan d'eau, des animaux... Il y a une faune et une flore très diversifiées"*

Un jeune homme interviewé lors d'une animation Destination été en juillet 2022.

Les îlots de chaleur urbains et les effets de la canicule sont cités par plusieurs personnes : « A Echirolles, quand il fait chaud, il fait très chaud ! A certaines périodes dans les quartiers la température est insupportable et parfois ça manque d'endroits pour se rafraîchir.. ».

Le permanent de l'association Vie et Partage, Village Sud.

*"La place Beaumarchais, c'est bétonné. Je descends le soir, je vais au parc Maurice Thorez. Mais bon, traverser la place pour aller jusqu'au parc, c'est une fournaise ! Place Beaumarchais il y a beaucoup d'arbres, mais il y a aussi beaucoup de béton. La différence de température entre les arbres et le béton, c'est fou ! On sent la chaleur, elle ressort."*

Une bénévole des achats groupés, MDH Essarts Surieux.

Le cadre de vie et les éventuelles nuisances (bruits, pollution, îlots de chaleur...) ont un impact sur le bien-être de la population, et les personnes interviewées en sont pleinement conscientes.

---

14 COMBY Jean-Baptiste, Hadrien Malier, *Les classes populaires et l'enjeu écologique*, Sociétés contemporaines, volume 124, 2021. <https://doi.org/10.3917/soco.124.0037>

- **Les jardins collectifs, un des moyens de répondre à des enjeux environnementaux locaux**

Les personnes enquêtées ont une vision globale de leur apport à la lutte contre le changement climatique ou, plus modestement, à l'amélioration de l'environnement sur la commune. Certains projets sont particulièrement cités, comme les jardins collectifs, qui semblent très pertinents en termes d'impact environnemental à l'échelle locale.

C'est ce que soulignent les membres de l'association Jardins Métissés au Village Sud :

*"On a un impact sur l'environnement, parce qu'on a installé un composteur collectif. On essaie de réduire nos déchets. Les techniques de jardinage ont évolué, et de plus en plus les jardiniers utilisent des techniques de jardinage respectueuses de l'environnement : le paillage, l'apport de fumier (provenant notamment du centre équestre de Champagnier), l'arrosage de moins en moins important.. On a aussi des nichoirs pour les oiseaux. Grâce à tout cela, on contribue à préserver la biodiversité, et on a aussi un rôle dans la lutte contre les îlots de chaleur urbains, puisque ces espaces sont entièrement cultivés."*



Comme l'indiquait Frédérique Basset dans un article<sup>15</sup>, « Les potagers urbains ne manquent pas d'atouts : ils améliorent le climat, permettent le recyclage des déchets

*organiques, favorisent les circuits courts – ce qui réduit les coûts de transport, et donc les gaz à effet de serre et embellissent le paysage."*

- **Malgré une prise de conscience, des difficultés dans le changement des pratiques**

La Ville d'Echirolles porte un Plan Air Energie Climat, labellisé et évalué tous les ans. Différentes actions découlent de cet engagement fort de la collectivité, autour de l'adaptation au changement climatique et de la transition écologique notamment.

Cela s'illustre dans les constructions neuves de bâtiments publics, et dans les réhabilitations :

*"Les services techniques étudient les systèmes alternatifs à la climatisation, car elle ne fait que renforcer les îlots de chaleur urbain. Les opérations de réhabilitation et de construction neuve intègrent désormais d'emblée des systèmes de rafraîchissement alternatifs : occultation, ombrage, végétalisation, rafraîchissement, autre... tout cela fait partie du cahier des charges initial".*

La responsable du pôle projets du service patrimoine bâti.

Au delà du service Développement durable, transition écologique et adaptation de la Ville d'Echirolles, dont c'est l'objectif principal, l'ensemble des services municipaux travaille à la prise en compte des enjeux environnementaux, et jouent un rôle important dans la résilience du territoire. Et pourtant le changement des pratiques n'est pas simple.

Il s'agit de voir à long terme les effets de nos actions. On constate qu'en cas d'urgence, les enjeux d'environnement ne sont pas toujours prioritaires, en période de canicule par exemple.

*"Chaque année en début d'été il y a des demandes de climatiseurs mobiles qui arrivent aux services techniques. Pris dans l'urgence de la chaleur qui arrive, on fait ce qu'on ne devrait pas faire ! Financièrement, être en mode curatif coûte cher, alors qu'on peut trouver des solutions techniques créatives et peu onéreuses pour limiter l'entrée de la chaleur dans les bâtiments par exemple".*

<sup>15</sup> Frédérique Basset, *Potagers urbains : nourrir la ville*, Libération, 6 décembre 2021.

La responsable du service environnement et développement durable.

Les contraintes sont avant tout financières : en complément des projets déjà engagés, les services identifient toutes sortes de nouvelles actions qui pourraient être déployées (végétaliser l'ensemble des cours d'école par exemple) mais pour lesquelles des moyens humains, techniques, financiers importants seraient nécessaires.



## Agir pour la santé



*“La qualité de l’environnement est primordiale sur l’état de santé globale et sur les conditions de vie.”*

La directrice de la Prévention et de la Sécurité.

\*\*\*

Lors des entretiens, l’enjeu de santé fait consensus autour de son caractère " *primordial* ", " *évident* ", " *premier des enjeux* ". L’accès à l’alimentation, à une activité physique, aux mobilités actives, à la nature et l’aménagement de la ville sont les principaux sujets de santé identifiés par les enquêté-es. Il-elles soulignent les inégalités de santé liées aux revenus, liées aux inégalités d’exposition à la pollution et aux opportunités inégales en fonction des moyens.

On peut noter que le Contrat Local de Santé d’Echirolles – Pont de Claix contient un axe intitulé "Contribuer à un environnement et un cadre de vie favorables à la santé", décliné en deux objectifs intermédiaires : favoriser l’accès à une alimentation de qualité, diversifiée et équilibrée ; réduire et anticiper l’impact de l’environnement sur la santé (canicule, qualité de l’air intérieur et extérieur, pollinoses et allergies, moustique tigre..).

- **L’exposition à la pollution de l’air**

L’exposition à diverses pollutions est particulièrement mise en avant par les personnes enquêté-es. Les enquêté-es citent en premier lieu la pollution de l’air : « *Quand on monte à Chamrousse et qu’on voit une nappe jaune sur Grenoble, c’est moche* » (association Vie et Partage). Les enquêté-es sont conscient-es que certains secteurs sont plus exposés que d’autres à la pollution de l’air : ils-elles citent les quartiers proches des principaux axes routiers, soulignant là les inégalités de revenus : « *Les logements les moins chers sont souvent situés à proximité d’axes routiers importants (autoroute, rocade), qui génèrent du bruit et de la pollution de l’air* » (Service Solidarité, Insertion, Hébergement, Santé).

Les enquêté-es insistent particulièrement sur l'importance de prendre en compte les publics vulnérables, plus sensibles et présentant un risque de subir plus fortement un environnement défavorable à la santé : les jeunes enfants et les personnes âgées sont particulièrement cités. Le service Petite Enfance note par exemple une recrudescence des Projets d'accueil individualisés (PAI, liés à une problématique de santé des enfants) chez les enfants pour asthme, très possiblement engendrés par la pollution atmosphérique.

*« Je vois bien que mes enfants sont malades à cause de la pollution. Depuis le début de l'été, les conjonctivites, la toux... Le docteur ne sait pas pourquoi ma fille tousse. »*

Une mère de famille interviewée lors d'une animation Destination été en juillet 2022.

De manière moins prégnante, les personnes enquêtées citent également la pollution de l'eau, les perturbateurs endocriniens, l'augmentation des allergies et pollinoses, ainsi que la recrudescence de nuisibles comme le moustique tigre.



- **La qualité du logement**

Les personnes interrogées identifient la qualité du logement comme un déterminant de santé très important :

*Les logements des personnes précaires sont plus souvent concernés par les nuisibles : punaises de lit, blattes, par exemple. Il y a aussi plus souvent des défauts d'installation électrique, des problèmes de ventilation (humidité). Il existe encore des logements insalubres et indécents à Echirolles, c'est mauvais pour la santé.*

Le service social municipal.

La direction Sécurité – Prévention de la Ville a récemment créé un poste de référent salubrité logement, pour le contrôle et l'amélioration de la qualité des logements.

La question du confort d'hiver et d'été du logement est très souvent citée, car les habitant-es dont les logements sont mal isolés sont plus exposés au risque de canicule ou de froid, éprouvants pour l'organisme.

- **L'accès à une alimentation de qualité**

La qualité de l'alimentation est évoquée par une large majorité des personnes enquêtées comme un déterminant majeur de santé. Tous-tes les enquêté-es soulignent que l'alimentation est souvent contrainte par un budget limité :

*"Les habitant-es précaires n'ont accès qu'à une alimentation à bas prix, donc de mauvaise qualité : plus de gras, de sucre, moins d'éléments nutritifs de qualité. C'est une vraie contrainte pour les personnes ».*

Le service social municipal.

La volonté de mieux manger est une préoccupation :

*« Je fais attention, j'achète moins de plats préparés. Mon mari est mort d'une crise cardiaque à 65 ans, donc je sais que c'est très important de faire attention à la nourriture. Je préfère acheter en petite quantité, un peu plus cher, de la meilleure qualité ».*

Une habitante impliquée dans les achats groupés, MDH Essarts-Surieux.

La responsable du service Petite Enfance évoque la loi Egalim, qui va prochainement imposer un repas végétarien par semaine dans les Etablissements d'accueil de jeunes enfants (EAJE), et un minimum de 20 % d'alimentation biologique. Cette évolution est bien accueillie par les professionnelles et par les parents.

Plusieurs personnes évoquent l'importance de "faire" et "partager" pour faire évoluer les pratiques quotidienne d'achat et de préparation des repas. Les ateliers alimentation-santé proposés par les MDH sont cités par les habitant-es :

*« On essaye des recettes à chaque fois avec les produits, des recettes qui sortent un peu de l'ordinaire. Par exemple le gâteau à la betterave et au chocolat, c'est super bon ! Et puis ça a fait changer ma manière de cuisiner, j'achète d'autres légumes maintenant ».*

Une habitante impliquée dans les achats groupés, MDH Essarts-Surieux.

Les jardins collectifs sont également cités comme un moyen de faire évoluer son alimentation : *« Avec les légumes du jardin, on cuisine plus, et on a envie de cuisiner différemment. Avec la crise sanitaire et économique due au Covid, l'accès à une alimentation de qualité pour tous est devenu encore plus important. Le jardin permet aussi d'avoir des légumes de qualité, puisque les jardiniers sont attentifs à ne pas utiliser de pesticides. C'est comme du bio » !*

*Des membres du conseil d'administration de l'association Jardins métissés.*



- **L'aménagement de la ville**

L'urbanisme et de l'aménagement de la ville sont désormais reconnus comme des déterminants de santé, comme en témoignent les Plans Régionaux Santé Environnement (PRSE)<sup>16</sup>, co-pilotés par l'Etat et l'ARS, qui visent à intégrer la santé-environnement dans les politiques territoriales.

Les enquêté-es sont très conscient-es de cet enjeu : il-elles citent l'importance de l'accès à des **parcs et espaces d'agrément, d'activité physique et de fraîcheur** pendant l'été notamment.

*« Dans le quartier (Viscose) il y a un endroit avec des poules, ça a un petit côté campagne ! »*

Une mère de famille interviewée lors d'une animation Destination été en juillet 2022.

Les jardins collectifs sont cités à plusieurs reprises comme ayant un impact très positif sur la santé:

*« Il y a un effet sur la santé, puisque le jardinage est un exercice physique qui se pratique en extérieur. Pendant le premier confinement surtout, aller au jardin a permis à beaucoup de gens de ne pas péter un plomb dans leur logement ! On voit l'impact des jardins sur le bien être, sur la santé mentale. Quand on était confinés à l'intérieur, c'était bien d'avoir l'opportunité de sortir dehors avec les enfants, ça permettait de prendre l'air, dans tous les sens du terme ».*

*Des membres du conseil d'administration de l'association Jardins métissés.*

Les habitant-es comme les professionnelles soulignent l'enjeu de pouvoir **se déplacer facilement** dans la ville et d'avoir accès à des services et à des commerces dans un rayon proche du logement. C'est particulièrement souligné pour les personnes âgées dont les déplacements (nombre et distance) se réduisent avec l'âge, et pour les familles avec jeunes enfants, plus difficilement mobiles à cause de la poussette.

<sup>16</sup><http://www.auvergne-rhone-alpes.prse.fr>

*"Il y a des problématiques d'accessibilité des espaces publics pour pouvoir sortir, voir du monde, faire des courses... Cela complique la situation de personnes qui sont déjà en baisse en terme d'autonomie : moins de sorties, moins d'exercice, moins de stimulation, donc un risque de chute accru et une baisse des capacités physiques et cognitives. (...) L'accessibilité du quartier, des transports, la proximité des commerces, du marché, des services médicaux... tout concourt au maintien des capacités et du lien social. »*

Le service gérontologie et handicap.

Plusieurs personnes expriment l'importance d'une ville apaisée, dans laquelle on circule à pied facilement et en sécurité. L'aménagement incite à des mobilités douces et permet d'encourager l'activité physique :

*« Dans le NPNRU, ils vont faire une ligne verte qui va relier la Villeneuve de Grenoble à la Villeneuve d'Echirolles. Ca va favoriser les déplacements à pied ».*

Une habitante impliquée dans les achats groupés, MDH Essarts-Surieux.

Plusieurs personnes ont souligné l'impact de la qualité de vie sur l'**estime de soi**, en termes de santé mentale et de bien être global, d'une manière positive ou négative :

*« Les logements en mauvais état entraînent un sentiment de dévalorisation, d'abandon ».*

Le service social municipal.

*« Il y a une forme de fierté à réussir à faire pousser les légumes, à avoir une parcelle bien entretenue.. Ca joue sur l'estime de soi ».*

Des membres du conseil d'administration de l'association Jardins métissés.

- **Le besoin de nature en proximité**

Au-delà de l'accès aux espaces verts dans la proximité, voir de la verdure par ses fenêtres est indiqué comme un facteur de bien-être pour plusieurs personnes enquêtées :



*« Je vois parfois des écureuils dans les arbres depuis mes fenêtres, hé bien franchement ça fait du bien au moral ! Pendant le confinement, c'était très important ».*

Une habitante impliquée dans les achats groupés, MDH Essarts-Surieux.

*« Si on voit de la verdure par sa fenêtre, on peut imaginer qu'on sera mieux sous un arbre que dans son appartement. Et inversement, si on vit dans un espace très minéralisé, on peut avoir du mal à imaginer qu'il fait plus frais ailleurs, on a l'impression qu'il fait chaud partout, tout le temps ».*

Le service gérontologie et handicap.

*"J'aime voir les montagnes, ça reste accessible et dans les autres villes il n'y a pas ça. Avant ça me déplaisait de voir les montagnes, mais en grandissant j'ai appris à aimer".*

Un jeune homme interviewé lors d'une animation Destination été en juillet 2022.

Par ailleurs, les MDH organisent des « sorties nature » très sollicitées par les habitant-es, pour favoriser l'activité physique (marche nordique, randonnée), ou tout simplement pour prendre l'air, comme levier au bien être global. L'accès à la nature est vu comme un facteur de lien social, de bien-être et d'apaisement :

*« C'est nécessaire de sortir, au vert. Lors des sorties groupées les familles expriment le fait que ça joue sur les enfants : ils sont plus calmes ».*

- **Le bien-être en termes de tranquillité et de sécurité**

La **tranquillité** est un facteur important de bien être chez toi et dans son environnement proche.

Lors des entretiens lors de Destination été, une mère de famille a répondu :

*"J'aime la nature, et le calme surtout. Je n'aime pas le bruit".*

A l'inverse, un **cadre de vie stressant** a des conséquences sur la santé en termes de bien-être. La présence de points de trafic, les nuisances sonores nocturnes, la circulation trop rapide des voitures et leur bruit ont un impact sur la santé, en termes de stress, de sommeil :

*« La nuit quand il fait chaud on aime dormir avec les fenêtres ouvertes, hé bien on ne peut pas parce que sinon on ne dort pas ! Parfois je ne peux pas m'endormir avant 2h du matin parce qu'il y a trop de bruit ».*

Une habitante impliquée dans les achats groupés, MDH Essarts-Surieux.

- **Une préoccupation forte : la canicule**

La majorité des personnes enquêtées évoque la canicule comme une période particulièrement difficile pour l'ensemble de la population, et plus particulièrement encore pour les personnes vulnérables : personnes âgées, enfants en bas âge, mais aussi personnes précaires et isolées, personnes qui ont des pathologies psychiatriques. Certains secteurs sont plus concernés par la canicule, avec les effets des îlots de chaleur urbain.

*« Quand on atteint un pic de chaleur à 47 degrés, c'est vraiment inquiétant. Moi je fais du foot, et quand je m'échauffe, je fais de la course à pied, ça joue sur le souffle, sur les poumons. »*

Un jeune homme interviewé lors d'une animation Destination été en juillet 2022.

*"Je suis très inquiet pour l'avenir. 40 degrés pendant tout le mois de juillet, je ne trouve pas ça normal. Et qu'est-ce que ça va être dans 10, 20 ans pour mes enfants ? Mon quotidien a changé parce que j'ai climatisé mon appartement. Sans le réchauffement climatique, je n'en serais pas arrivé là. Je me dis qu'à terme, on va tous finir climatisés, parce que ça va devenir limite aussi important que se chauffer l'hiver."*

Un jeune homme interviewé lors d'une animation Destination été en juillet 2022.

*« On sent la chaleur, elle ressort. Et encore, maintenant on a des volets ! Au début où j'ai emménagé, il n'y avait pas de volet dans la salle à manger qui a de grandes baies vitrées. C'était une horreur la chaleur pendant l'été quand mes enfants étaient petits. Maintenant je ferme tout du côté de la place au sud, et je n'ouvre que le soir... »*

Une habitante impliquée dans les achats groupés, MDH Essarts-Surieux.

*« La canicule peut avoir des conséquences importantes : déshydratation, désorientation, malaises, chutes.... fréquents chez ce public.*

*Or tout événement chez une personne âgée fragile peut faire « dégringoler » dans la perte d'autonomie».*

Le service gérontologie et handicap.



Les impacts de la canicule sur les professionnel-les sont également soulevés par différents services. En effet, les professionnel-les doivent s'adapter pour supporter la chaleur dans leur quotidien de travail et pour maintenir un accueil de qualité aux usager-ères :

« *La canicule a des effets importants sur l'activité de la police municipale. Elle affecte nos ressources à tous : fatigue, nervosité, impatience, qu'on soit professionnel-le ou habitant-e. Les conditions sont moins favorables et impactent les comportements, il y a plus de conflits.* »

La directrice Prévention Sécurité.

- **Les projets environnementaux, facteurs d'amélioration de la santé**

Plusieurs des acteur-trices enquêté-es ont présenté des actions qui intègrent une dimension de santé. C'est le cas des ateliers de fabrication de produits d'entretien et d'hygiène « faits maison » proposés par les MDH, qui sont moins nocifs pour la santé et pour l'environnement.

Les personnes impliquées dans les jardins collectifs sont également particulièrement prolixes sur leurs effets sur la santé, ce que confirment les enquêtes : *«une meilleure qualité du sommeil et de l'humeur, récupération de la fatigue attentionnelle, développement des liens sociaux et du sentiment de cohésion sociale, réduction des troubles psycho-comportementaux (agitation, stress, difficultés attentionnelles)»*<sup>17</sup>.

- **Une inquiétude croissante sur l'accès aux services et aux soins**

Puisque le champ de la santé liée à l'environnement était évoqué, plusieurs enquêté-es ont fait part de leur inquiétude concernant l'accès aux droits et aux soins sur le territoire :

« *Les grandes institutions s'éloignent, il y a une vraie inquiétude que les filets de sécurité disparaissent. Les personnes sont de plus en plus isolées socialement, et de plus en plus anxieuses. On peut s'inquiéter du manque de professionnel-les de santé sur le territoire, avec des besoins très forts. Il y a une pénurie de médecins généralistes, dentistes, orthophonistes.. Aujourd'hui, il arrive que la médiatrice santé n'ait pas de solution pour les personnes accompagnées* ».

Le service social municipal.



Les données chiffrées sur la démographie médicale d'Echirolles confirment ces inquiétudes : en 2022, 31 médecins généralistes exercent (en centre de santé ou en libéral), mais 8 d'entre eux partiront à la retraite avant la fin de l'année 2023. Cela amènera à un ratio de 1 médecin généraliste pour environ 1600 habitant-es.

Les habitant-es tout comme les professionnel-les soulignent l'importance d'un service public de proximité, avec *"le besoin d'une proximité humaine pour rappeler les consignes sur la*

*canicule* » par exemple (service gérontologie), ainsi que de l'impact de solidarités familiales et de voisinage pour veiller sur les plus fragiles en période de canicule.

Ce sujet est d'autant plus crucial que les événements environnementaux ont un effet sur le recours aux soins. En effet, en période de pic de pollution, de pic de pollen, de canicule, le recours à la santé est plus élevé. L'offre de santé est sous tension, et les délais d'accès aux soins sont plus longs. Cela peut générer un stress supplémentaire pour les habitant-es.

<sup>17</sup>Frédérique Basset, *Potagers urbains : nourrir la ville*, Libération, 6 décembre 2021.



## Agir contre la précarité et les inégalités sociales



*“S’intéresser aux inégalités environnementales, ce n’est pas abandonner le terrain de l’analyse sociale, c’est le complexifier. (...) Négliger la dimension environnementale des inégalités sociales c’est désincarner notre vision du social, la priver de ce qui en fait la réalité.”*  
Catherine Larrère, *Les inégalités environnementales*, la vie des idées, PUF, 2017.

*“Dans un contexte de crise sociale, avec la mobilisation des « gilets jaunes » et la prégnance du slogan : « Fin du monde, fin du mois, même combat », les inégalités environnementales que subissent d’ores et déjà les français ont été mises en lumière. Réussir une transition écologique signifie réussir une transition sociale.”*  
Livre vert du travail social, Haut Conseil du Travail Social, Ministère des Solidarités et de la Santé, 2022.

\*\*\*

Historiquement, les questions sociales et les questions environnementales sont globalement décorréées. Et pourtant, *“la réduction des inégalités et le protection de l’environnement entretiennent des relations ambivalentes. (...) La destruction de l’environnement exacerbe les inégalités sociales, renforçant les injustices préexistantes”*<sup>18</sup>.

- **Le niveau de revenu, déterminant majeur des conditions de vie**

Pas besoin de grandes démonstrations pour affirmer que des revenus faibles et irréguliers déterminent de manière majeure les conditions de vie.

Plusieurs sujets sont récurrents pour les personnes enquêtées, au regard de contraintes financières fortes : confort du logement, qualité de l’alimentation, opportunités de mobilité..

*« Il faut rappeler que ce sont les riches qui polluent le plus. La pauvreté minimise l’impact sur son environnement (bilan carbone) : la mobilité, la surconsommation... quand on est pauvre on n’a pas accès à un certain nombre de biens et de services ».*

Le service social municipal.

**La question du logement** est très souvent évoquée par les personnes enquêtées, la précarité énergétique étant une préoccupation centrale<sup>19</sup>.

<sup>18</sup> Lucas CHANCEL, *Insoutenables inégalités, Pour une justice sociale et environnementale*, Les petits Matins, 2017

<sup>19</sup> Les entretiens ont eu lieu en 2021, donc avant l’accentuation de la crise de l’énergie accentuée par la guerre en Ukraine. On peut supposer que cette préoccupation aurait été encore plus prégnante si les entretiens avaient eu lieu en 2022.

*« Il y a tous les problèmes d'isolation thermique des bâtiments. Ça coûte cher de chauffer un logement qui n'est pas bien isolé, il y a des gens vraiment en difficultés pour payer leurs factures ».*  
Une habitante impliquée dans le projet de Troc Vêtements à la MDH des Ecureuils.

*« Les gens sont peu mobilisés collectivement sur les questions d'énergie, alors que la facture énergétique pèse lourd sur les habitant-es qui ont le moins de moyens. Les réhabilitations thermiques devraient être une priorité parce qu'elles sont source d'économies et d'un mieux-être pour les habitant-es.*

La Cheffe de projet NPRNU Essarts – Surieux, Grenoble Alpes Métropole.

La qualité et le confort des logements sont également évoqués par plusieurs personnes enquêtées, professionnel-les et habitant-es :

*« Les logements les moins chers sont plus souvent concernés par les nuisibles : punaises de lit, blattes, par exemple. Il y a aussi plus souvent des défauts d'installation électrique, des problèmes de ventilation (humidité). Il existe encore des logements insalubres et indécents à Echirolles ».*

Le service social municipal.

L'inégalité d'exposition aux fortes chaleurs est particulièrement citée par les enquêté-es. Certains logements collectifs ou individuels sont mal isolés, et des îlots de chaleur urbains concernent des quartiers plus que d'autres :

*« On voit bien qu'en période de canicule, les personnes qui ont des maisons avec jardin sont largement avantagées par rapport aux personnes qui vivent en appartement, sans balcon, dans des zones plus bétonnées.. Il y a une inégalité des conditions de vie dans l'habitat qui va s'accroître avec les canicules ».*

La responsable du projet de Recyclerie, Régie de quartier Propulse.

**La qualité de l'alimentation** est un déterminant de santé bien identifié par les personnes enquêtées. Le coût en est régulièrement évoqué, ainsi que la qualité. Un budget limité amènerait, par contrainte, à manger plus gras, plus sucré, de moindre qualité :

*« La personne qui a un très petit budget, je comprends qu'elle achète pas du bio, c'est logique. Il y a des familles qui ont des enfants et vraiment pas les moyens. Ils font comme ils peuvent"».*

Une habitante des Essarts impliquée dans le projet d'achats groupés.



*« Je démarcher les producteurs en leur demandant ce qu'ils peuvent nous proposer, et à quel prix. Le prix, c'est important, parce qu'on est dans un quartier pas très riche, il faut que les gens puissent acheter pas trop cher ».*

Une habitante des Essarts impliquée dans le projet d'achats groupés.

*« Pour certaines personnes qui ont un budget très serré, c'est compliqué ! Moi je suis veuve, j'ai pas une grosse retraite, alors je fais très attention. Avant j'avais un mari qui mangeait beaucoup de viande, c'était différent, mais maintenant j'en mange*

*beaucoup moins. J'achète moins, et plus cher. De la qualité, pas n'importe quoi"».*

Une habitante des Essarts impliquée dans le projet d'achats groupés.

**La mobilité des personnes les plus modestes** est contrainte, pour plusieurs raisons. La possession d'un véhicule personnel a un coût conséquent, et une partie des habitant-es n'en ont pas :

*« Les personnes accompagnées par le service social sont peu nombreuses à posséder un véhicule personnel. Elles utilisent plutôt les transports en commun et la ville est globalement bien desservie ».*

Le Service social municipal.

"Je pense à vendre ma voiture, parce que j'ai tout à proximité. Parfois c'est les contraintes économiques qui font qu'on a un comportement moins polluant. Faire un plein d'essence pour la voiture, ça coûte très cher !" Une bénévole du Troc vêtements, MDH des Ecureuils.

Cependant, le fait de ne pas posséder de véhicule réduit les opportunités : de quitter la ville en période de canicule, de se ressourcer dans la nature...

"Pour aller prendre le frais, il y a les transports en commun, mais bon il faut les payer. Et puis quand vous avez des enfants, il y a des affaires à transporter, c'est pas très pratique".

Une habitante des Essarts impliquée dans le projet d'achats groupés.

La bonne desserte du territoire en termes de transports en commun est citée par plusieurs personnes enquêtées<sup>20</sup>. Les indicateurs SMMAG indiquent que 31% des échirollois-es ont un abonnement TAG en 2019, taux identique à celui de l'agglomération grenobloise.

### • Une inscription spatiale de la pauvreté au regard du cadre de vie

A Echirolles comme ailleurs, on constate que les secteurs les moins attractifs au regard du cadre de vie sont également les moins chers. On peut citer les logements les plus proches de la rocade qui sont particulièrement exposés au bruit et à la pollution. Ainsi les catégories socio-professionnelles défavorisées et les personnes qui vivent dans les quartiers politiques de la ville seraient plus vulnérables, car leurs conditions de vie les exposent à davantage de risques :

« La pauvreté expose plus aux risques environnementaux, c'est évident. La qualité du cadre de vie se paie. Les quartiers prioritaires ne sont pas attractifs de ce point de vue ».

La directrice du Pôle Petite enfance du CCAS.

A l'échelle nationale comme à l'échelle communale, "beaucoup d'inégalités environnementales peuvent être comprises comme des inscriptions spatiales d'inégalités sociales"<sup>21</sup>. C'est ce que constatent les acteurs locaux :

« Il y a des écarts très importants entre quartiers : la qualité de vie n'est pas la même partout. Ça renvoie aux différences de revenus : quartiers riches / quartiers pauvres. »

Le service gérontologie du CCAS.



Dans son livre *Insoutenables Inégalités*, Lucas Chancel définit les inégalités environnementales de la sorte : « Les individus les plus aisés sont en général moins exposés aux risques environnementaux que les plus pauvres. Et ces derniers sont plus vulnérables vis à vis des aléas, car il n'ont pas les moyens de s'en prémunir ni de faire face lorsqu'ils sont atteints : riches et moins riches n'ont pas le même degré de résilience. Ces injustices qualifiés d'inégalités environnementales, renforcent mécaniquement les déséquilibres socio-économiques. »

### Les inégalités, environnementales, qu'est-ce que c'est ?

Il y a plusieurs formes d'inégalités environnementales :

- inégal accès à une ressource naturelle
- inégale exposition à un dérèglement de l'environnement
- inégale responsabilité dans la dégradation des ressources environnementales
- inégalité face aux effets des politiques de protection de l'environnement
- inégal accès aux prises de décision relatives à la gestion de ressources environnementales.

Lucas Chancel, *Insoutenables inégalités*, Les petits matins, 2017.

20. Avec un bémol cependant pour les territoires Petits Prés et Viscose, que les personnes enquêtées indiquent être moins bien desservis.

21 Catherine LARRERE, *Les inégalités environnementales*, PUF, 2017.

- **Les normes environnementales, un possible effet d'accentuation des difficultés sociales ?**

Certaines normes environnementales peuvent être pleinement légitimes du point de vue de l'environnement, mais peser de manière plus forte sur les personnes en situation de précarité, accentuant les difficultés sociales. Une professionnelle échirolloise cite la vignette "crit'air", en vigueur sur le territoire de la métropole grenobloise. La future Zone à Faibles Emissions (ZFE), qui s'appliquera dès 2023 aux véhicules des particulier-ères, a été citée lors du Comité de pilotage de l'Analyse des Besoins Sociaux<sup>22</sup> : elle aura un impact majeur sur les publics les plus modestes, les familles avec enfants en bas âge, les travailleur-ses avec des horaires atypiques, etc. On peut faire le lien avec le mouvement des gilets jaunes qui s'était initialement structuré autour du refus de la taxe carbone, dont l'impact est proportionnellement beaucoup plus élevé pour les publics précaires.

*Quand les politiques environnementales sont pensées indépendamment des politiques de justice sociale, elles peuvent exacerber certaines inégalités, voire en créer de nouvelles.*  
Lucas Chancel, *Insoutenables inégalités*, 2017.

- **Un paradoxe entre l'envie de transformation et le besoin de reconnaissance sociale**

Les enquêté-es insistent sur l'enjeu des représentations, des valeurs, de ce qui symbolise une insertion dans notre société. Le poids des normes de consommation associées à un statut social élevé complique la capacité des publics les plus modestes à opérer des transitions choisies et non subies, à l'image du choix de l'occasion, des achats en vrac, et de plus de sobriété au sens large.

*"Quelqu'un qui a moins, et à qui on demande de changer ses habitudes alimentaires, c'est entrer en conflit avec sa propre représentation de « ce qu'il faut » : par exemple c'est important que mon enfant ait les mêmes goûters que les autres". (Je pense qu'il faudrait) un retour à la simplicité, et à un modèle valorisant pour les personnes pour ce qu'elles sont et non pas ce qu'elles ont ».*

La chargée de projets alimentation – santé au sein des MDH.

*« Quand on a des moyens financiers, cela peut être un plaisir d'aller en ressourcerie, mais quand on y est toujours contraint, c'est plus difficile à vivre ».*

La directrice du Service local de Solidarité, Département de l'Isère.

Cette contradiction est relevée par la Mission Régionale d'Information sur l'Exclusion (MRIE) : *Les appels à la sobriété écologique sont plus pressants, et de manière contradictoire les injonctions de la société de consommation sont très présentes*<sup>23</sup>.

Le sociologue Hadrien Malier<sup>24</sup> souligne à quel point les pratiques de "sobriété" ne sont pas auto-valorisées comme des pratiques vertueuses parmi les classes populaires, contrairement aux classes supérieures.

Amener du sens dans les pratiques de consommation questionne les normes dominantes, afin de passer d'un marqueur de statut social à une volonté collective de consommer différemment, pour le bien-être collectif comme pour la préservation des ressources.

- **Les projets liés à l'environnement, une opportunité pour améliorer ses conditions de vie**

Les directeur-trices des MDH le constatent : *« dans notre public, certaines personnes arrivent aux actions d'économie sociale et solidaire pour des raisons économiques ».* En effet, les projets

<sup>22</sup> Comité de pilotage partenarial de l'Analyse des Besoins Sociaux du 1<sup>er</sup> mars 2022.

<sup>23</sup> *Conjuguer écologie et solidarité*, La Revue de la MRIE, Novembre 2019.

<sup>24</sup> Malier Hadrien, *Les classes populaires et l'enjeu écologique*, in *Société Contemporaines*, 2021, n°124.

environnementaux sont également un moyen de dépenser moins, et peuvent être considérés comme des leviers pour l'amélioration des conditions de vie au moyen de "bons plans".

*« Quand j'ai commencé à m'intéresser au développement durable, j'ai découvert qu'on venait de réinventer l'eau chaude ! Ma mère a fait du développement durable toute sa vie, puisqu'elle devait faire avec "pas beaucoup de sous" : elle réutilisait et réparait les vêtements d'un enfant à l'autre, les objets du quotidien... Bref, elle faisait du réemploi et c'était normal. (...) Mes parents étaient déjà écolo avant l'heure ! ».*

Une habitante impliquée dans un projet de réemploi.

Un certain nombre de porteur-euses de projets l'indiquent comme étant l'un des objectifs : *« l'idée de départ, c'est que les vêtements pour enfants coûtent cher, et ne servent pas très longtemps, vu que les enfants grandissent vite ! Il y a une dimension économique : échanger les vêtements permet d'éviter des dépenses aux parents ».*

Une bénévole du Troc de vêtements.



La chargée du projet de recyclerie à Propulse va également dans ce sens, à propos du projet de recyclerie proposant du matériel de puériculture : *« Il y a une part importante de familles avec enfants à Echirolles, donc cela pourrait répondre à un besoin de la population. Il s'agirait de vendre du matériel de puériculture de qualité, à des prix acceptables, pour toutes les personnes. Il s'agit aussi de réduire le coût de ses achats, car le budget alimentation, chauffage, déplacement (les charges fixes) prend tout le budget des personnes qui ont le moins de moyens.»*

Un professionnel enquêté cite également la démarche du projet Zéro déchets (déployé dans les quartiers politique de la ville à Roubaix notamment) comme le moyen pour les personnes modestes de *"dégager les arnaques des systèmes de consommation et de faire des économies"*.

La MRIE<sup>25</sup> développe l'argument que "les expériences et propositions font de l'écologie un nouvel outil de lutte contre la pauvreté, et une chance pour renouveler nos solidarités".

Les enquêté-es sont sensibles au fait que les projets liés à l'environnement sont facteur de lutte contre la précarité à l'échelle d'un territoire, en développant de **nouvelles solidarités** : *"On a un projet, les « confitures solidaires » : on transforme les invendus du marché de la Butte en confitures, au cours d'un atelier avec des habitants bénévoles. Ensuite les habitant-es peuvent venir chercher des confitures, et en échange ils doivent apporter de la nourriture ou des produits d'hygiène qui vont à des familles qui en ont besoin."*

Une habitante impliquée dans les achats groupés, MDH Essarts-Surieux.

- **Le service public de proximité, facteur de résilience**

Pour compenser ces inégalités de conditions, les enquêté-es insistent sur l'importance de la compensation par les services publics. Rendre accessibles les services (transports, santé, loisirs...) par la tarification est une nécessité. Le service public est un moyen d'améliorer les conditions de vie des plus modestes, tout en protégeant l'environnement (transports en commun, distribution d'eau...). Cet aspects sont clairement conscientisés par les habitant-es comme par les professionnel-les : *"Le service public doit pouvoir aider ceux qui n'ont pas les capacités de se protéger des impacts du changement climatique"*.

La responsable du pôle études du service Patrimoine bâti de la Ville d'Echirolles.

---

<sup>25</sup> La MRIE, voir plus haut.

Un enquêté cite le tarif de la piscine municipale pendant l'été, qui doit être abordable ; un autre demande à ce que « *les transports en commun soient être encore moins chers, voire gratuits, pour être vraiment accessibles à tous* ».

- **Une opportunité pour la création de nouveaux emplois ?**



Plusieurs personnes enquêtées ont cité la possibilité que les projets liés à l'environnement, et dans le champ de l'économie sociale et solidaire, créent des emplois. Sans penser que ce secteur puisse à ce jour recruter massivement sur le territoire, on peut citer deux projets générateurs d'emplois. Les acteur-trices de Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée ont identifié les besoins non couverts du quartier Ouest, et plusieurs concernent des actions liées à l'environnement : réparation de cycles, maraîchage, récolte des biodéchets.. La recyclerie de Propulse envisage de créer 3 à 4 emplois

d'insertion, d'agent-es valoristes (nettoyage, réparation, mise en rayon, vente...).

## Agir pour la citoyenneté et l'éducation populaire



*“La lutte contre le changement climatique ça concerne tout le monde. Chaque initiative est importante. On a tous à apprendre les uns des autres, en travaillant en commun.”*  
Une bénévole des achats groupés, MDH Essarts Surieux.

*“Les questions environnementales ne sont plus l’apanage des bobos, car une partie beaucoup plus large de la population s’y intéresse.”*  
Les directeur-trices de MDH

\*\*\*

Cet enjeu a suscité de nombreuses réactions des enquêté-es. En effet, il impacte tous les autres, autour d’une problématique : comment renforcer la sensibilisation et la participation des habitant-es dans la lutte pour les enjeux sociaux et environnementaux ? Comment faire de l’environnement un sujet d’éducation populaire et d’émancipation ?

- **Le niveau de revenu, premier facteur d’impact environnemental**

Les enquêté-es soulèvent deux paradoxes : les personnes en situation de précarité subissent davantage que la moyenne les conséquences du dérèglement climatique. Et pourtant elles ont un impact environnemental largement inférieur à la moyenne, et surtout très inférieur à celui des plus aisés.

C'est que dit Lucas Chancel dans son ouvrage : *“Il y a une injustice en matière de responsabilité vis à vis des dégâts environnementaux. Ce sont les plus aisés qui ont l’empreinte écologique la plus élevée. L’injustice environnementale est double et symétrique : ceux qui polluent le plus sont la plupart du temps ceux qui subissent le moins les dégâts qu’ils causent. En France, l’émission moyenne est de 11 tonnes de CO2 par personne, mais les 10% des plus modestes consomment 4 tonnes, et les 10% les plus riches consomment 31 tonnes par année.”*<sup>26</sup>

---

26 Lucas CHANCEL, *Insoutenables inégalités, Pour une justice sociale et environnementale*, Les petits Matins, 2017

Une professionnelle enquêtée parle de **"triple peine"** pour les habitant-es des quartiers populaires: *"Ils subissent à la fois la pauvreté, un cadre de vie moins agréable que dans d'autres quartiers, un regard culpabilisateur posé sur les plus modestes qui ne seraient pas impliqués dans les gestes pour l'environnement ».*

La directrice du service Égalité Citoyenneté.

La revue de la MRIE l'indique également : *« Les plus précaires se privent de chauffage, d'eau, achètent d'occasion, covoiturent.. Les efforts, les renoncements, les privations ne sont pas valorisées comme de l'éco-responsabilité, pourtant ils prouvent que les plus précaires contribuent de fait déjà, sous contrainte, aux économies d'énergie en consommant peu.<sup>27</sup>*

- **Sortir du stéréotype que "les personnes en précarité se fichent de l'environnement"**

Les enquêtée-es évoquent les facteurs de mobilisation des publics et les limites. Plusieurs enquêtée-es font état de leur agacement face au discours culpabilisant que « les personnes en précarité se fichent de l'environnement », appellent à mieux voir ce qui se passe sur le terrain, et à renouveler l'approche institutionnelle. Les professionnel·les enquêtée-es mentionnent pour exemple que souvent le sujet de l'environnement a été amené par les pouvoirs publics dans les quartiers par le prisme des déchets et du tri sélectif, qui ne sont pas des sujets estimés très mobilisateurs. Les habitant-es évoquent plutôt les jardins collectifs, les solidarités locales autour de la cuisine.. qui renvoient à des moments collectifs qui portent du sens, et surtout, du plaisir.

Un témoignage d'un jeune homme, enregistré pendant Destination été, est particulièrement éclairant. A la question : *comment vous pensez qu'il est possible de contribuer (à la lutte contre le dérèglement climatique) à notre échelle de citoyen ?*, il a répondu :

*« Je pense qu'on peut limiter la pollution, mais moi je ne suis pas le genre de personne qui fait ça ».* Cela signifie, en creux, qu'il existe un « genre de personnes » qui s'intéressent à l'environnement, ou qui sont légitimes à le faire. On peut supposer que le jeune homme parlait de groupes sociaux peut-être plus favorisés économiquement et socialement que lui.

Contrairement aux catégories plus favorisées, les classes les plus populaires ne s'attribuent pas de mérite particulier à vivre dans la sobriété, souvent plus subie que choisie. Il y a un enjeu à amener à ce que les personnes issues des classes populaires puissent se revendiquer sans rougir d'un engagement environnemental.

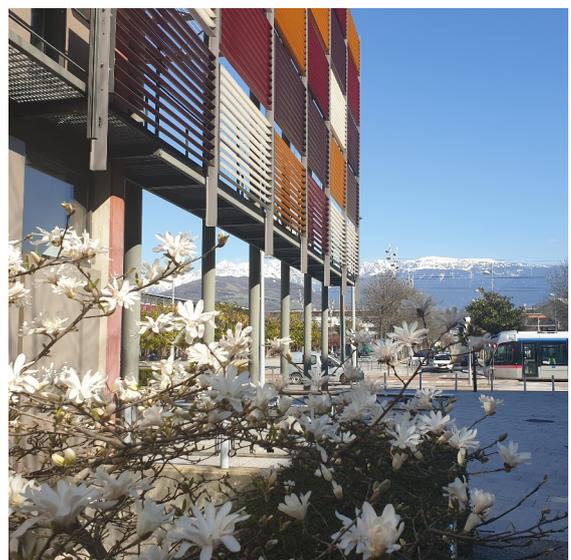
- **Encourager sans culpabiliser**

Pour accompagner la prise de confiance et de légitimité, les services doivent trouver un équilibre difficile, pour inciter et encourager sans culpabiliser ni stigmatiser.

*"La Métro avait mis en place un système incitatif à la collecte du verre dans les quartiers prioritaires, avec des bons d'achat d'une faible montant chez les commerçants. Ça n'a pas marché du tout. Mais c'est normal, parce que c'était presque infantilissant".*

La directrice du service Égalité Citoyenneté.

La revue de la MRIE propose de *« sortir de la culture de la culpabilisation, de la sanction, de l'incapacité, pour s'appuyer sur les ressources, les choix, les marges de manœuvre que les personnes conservent malgré les contraintes fortes qui pèsent sur elles ».*



<sup>27</sup> Conjuguer écologie et solidarité, La Revue de la MRIE, Novembre 2019.

*« C'est compliqué de travailler sur ces sujets, parce qu'il ne faut pas être donneur de leçon, et en même temps il faut faire passer un message. Cet entre-deux n'est pas simple ».*

La cheffe de projet PNRU Essarts – Surieux, Grenoble Alpes Métropole.

*« Il faut faire attention à l'écologie moralisatrice qui stigmatise les populations et développe un sentiment d'exclusion de ces démarches, alors que les populations en partagent les enjeux. Il faut donner les clés de compréhension mais sans juger de ce qui est bien ou mal. »*

Labo cités, centre de ressources politique de la ville Auvergne Rhône – Alpes, « *Transition écologique et solidaire des quartiers populaires* », synthèse du cycle d'échanges 2019-2020, p. 17.

- **Soutenir la participation en donnant du sens et de la fierté**

Plusieurs témoignages des enquêté-es insistent sur la nécessaire sensibilisation des enfants, des jeunes et des adultes à la préservation de l'environnement, en donnant du sens.

Une mère de famille rencontrée lors de Destination été souligne tout particulièrement l'importance de l'éducation des plus jeunes: *« les campagnes de prévention, c'est super important. C'est la base, c'est les générations futures. Il faut leur apprendre dès le plus jeune âge à faire attention à la planète. On ne le faisait pas forcément avec nous, j'ai 28 ans je le précise ! ».*

Valoriser les actions, sensibiliser aux enjeux, encourager la participation des habitant-es : une dynamique d'**éducation populaire** afin de donner à tous les publics les clés de compréhension, d'action, de transformation. Ainsi, lorsque des actions (ex : Clean Walk pour les déchets) sont mises en place par et avec les habitant-es, la mobilisation est forte. Plus encore, un bénéfice secondaire d'estime de soi est cité par les personnes concernées.

*« L'éducation sur les sujets environnementaux, c'est un véritable enjeu de société, car on n'a pas tous accès aux mêmes conditions d'éducation qui permettent de comprendre les systèmes. »*

Une bénévoles des achats groupés, MDH Essarts Surieux.

*Il faut redonner de la fierté aux habitant-es des quartiers : les actions autour de la transition écologique peuvent être un moyen d'y parvenir.*

"C'est possible", magazine de la Fédération des centres sociaux, "Les centres sociaux plus chauds que le climat", n°14 déc 2019 – février 2020, p. 12.

- **L'exemplarité et l'acceptabilité des contraintes**

Pour les acteurs, le sens de l'action permet le geste :

*« En tant que professionnel-les, nous devons amener ces questions par le prisme de la demande des habitant-es, de leurs aspirations et pas seulement de l'injonction. Il nous faut amener du sens. Les professionnel-les devraient être mieux formé-es sur ces enjeux ».*

Les directeur-trices de MDH.

Les enquêté-es rappellent que l'engagement sur les questions environnementales s'appuie sur l'envie commune de faire ensemble, et l'exemplarité en faveur des transitions. Faire connaître les initiatives, les vivre, donne envie de s'y mettre, dans une spirale vertueuse, avec des projets qui font « boule de neige ».

Pour les services qui accueillent et/ou accompagnent des publics, l'enjeu d'adaptation au changement climatique passerait par l'évolution des pratiques, notamment au sein des bâtiments

d'accueil avec une notion d'exemplarité (ex : mode de chauffage et de climatisation plus respectueux de l'environnement, composteur collectif, flotte de véhicules électriques, recyclage...).

Une personne interviewée lors de Destination a évoqué la question de « l'acceptabilité » des contraintes environnementales liées à une forme de sobriété, de plus en plus présentes depuis la crise énergétique de 2022 : *« J'entendais la ministre qui veut arrêter de faire des événements sportifs la nuit parce que ça consomme trop d'électricité. On peut s'arrêter de vivre, c'est sûr on ne polluera plus ! Mais même si on arrêta de vivre, en France, ça ne suffirait pas. En tous cas, c'est mon avis. »*

Ce témoignage pose la question de la limite contraignante au-delà de laquelle les habitant-es estiment que les mesures sont disproportionnées, justes, légitimes, utiles etc.



- **Un enjeu d'accès croisé à l'information**

La compréhension des enjeux croisés social – environnement est estimée encore fragile par certaines enquêté-es qui regrettent un fonctionnement « en silo ». Pour transmettre davantage de clés de compréhension, les enquêté-es insistent sur l'accès à l'information et à une culture commune. Favoriser la diffusion des savoirs entre acteur-trices, associations et habitant-es, améliore l'accès à la connaissance et ainsi le pouvoir d'agir.

*« Dans le choix des auteur-es, des spectacles, nous avons un rôle à jouer parce que nous choisissons les thèmes abordés, les contenus. Les questions*

*environnementales reviennent de plus en plus souvent car cette thématique intéresse de plus en plus les habitant-es. »*

La Direction des affaires culturelles.

Dans les entretiens, nous avons rencontré des personnes très sensibilisées aux enjeux environnementaux, au niveau global. Un jeune homme rencontré lors de Destination écrivait : *« Je pense qu'on fait déjà beaucoup d'efforts, nous ici en France, contrairement à d'autres pays en termes de dégageant de gaz à effet de serre. Je pense que tant que les gros pollueurs, c'est à dire la Chine, l'Inde, les Etats-Unis, ne feront pas un effort, ça va être très très compliqué de revenir en arrière. Après, on peut toujours faire des choses mais même si on arrêta de vivre, en France, ça ne suffirait pas. En tous cas, c'est mon avis. »*

- **Un enjeu de mobilisation citoyenne et de solidarité**

Alors que dans de nombreux pays, des mobilisations citoyennes ont eu lieu, parfois reconnues et légitimées par la loi<sup>28</sup>, cela a été rarement le cas en France à ce jour. Alors que *« la société civile a un rôle essentiel à jouer pour inscrire à l'agenda politique les différentes formes d'injustices existantes ainsi que pour imaginer des solutions et contribuer à leur mise en oeuvre »*<sup>29</sup>.

On peut considérer la question environnementale comme un véritable sujet d'"empowerment", de capacitation des habitant-es, au même titre que d'autres questions de société (le racisme, les discriminations, les inégalités sociales...). Dans ce domaine comme dans d'autres, les mobilisations collectives permettent d'aboutir à des avancées réelles, souvent au bénéfice de meilleures conditions environnementales de vie quotidienne à long terme, contre des intérêts économiques de court terme souvent néfastes pour la population.

28 Aux Etats-Unis, la justice environnementale est depuis 1994 un objectif des politiques publiques au niveau fédéral.

29 Lucas CHANCEL, cité plus haut.

*« La démocratie c'est la capacité à faire face à des crises ensemble. C'est aussi la capacité du citoyen à s'impliquer ».*

La coordinatrice santé.

Un jeune homme interviewé lors d'une animation Destination été en juillet 2022 faisait même le lien entre la solidarité entre les personnes et la solidarité entre les humains et la nature : *« L'écologie, ça pourrait aider tout le monde. Ce serait meilleur pour le bon vivre de tous, pour l'environnement, ce serait le top. Prendre soin de mon prochain, et mon prochain ça veut dire l'environnement. »*

*« On a complètement décorrélé la question de l'écologie de celle de la solidarité. Pourtant, le changement de cap écologique doit se faire en lien avec toutes formes de solidarité car elle implique une responsabilité mutuelle. Il est question de reprendre possession de son territoire. Personne n'est mieux placé que l'habitant lui-même pour gérer sa ressource car c'est lui l'utilisateur. »*

Fédération des centres sociaux magazine de la Fédération "C'est possible" n°14 déc 2019 – février 2020,  
"Les centres sociaux plus chauds que le climat"



Les enquêté-es sont demandeur-ses d'une ville "apaisée", dans laquelle la voiture ne prendrait pas toute la place, et qui permettrait pleinement les mobilités douces : marche à pied, vélo et trottinette. Des enquêté-es citent la rénovation urbaine du Village 2, dont l'amélioration des espaces publics a eu un impact positif sur la vie sociale du quartier.

Le confort des logements favorise évidemment la qualité de vie et la capacité de recevoir chez soi dans de bonnes conditions. De même, la qualité des parties communes dans les copropriétés et les logements sociaux participe à de meilleures relations de voisinage.

- **L'impact des incivilités et nuisances sur la vie collective**

A l'inverse, les enquêté-es soulignent à quel point les incivilités et les nuisances impactent le bien-être et la vie collective. Il-elles citent différents sujets : le trafic automobile (bruit et insécurité), le dépôt d'encombrants et la saleté, l'occupation indue de l'espace public et les nuisances sonores, ainsi que le trafic de drogue et le sentiment d'insécurité qui en découle.

*"Si l'espace public est délabré, ça n'inspire pas confiance, ça ne donne pas envie d'y passer du temps et d'aller à la rencontre des autres. Par exemple la circulation trop rapide de scooters, ça donne un sentiment d'insécurité, ça dégrade vraiment l'environnement commun et n'incite pas à rester dehors ».*

La chargée de projet Recyclerie, Propulse.



- **Le rôle des services de proximité et des commerces dans le bien-être dans la ville**

Plusieurs personnes ont cité l'importance des équipements publics en termes d'accessibilité, de qualité, de confort thermique, éléments favorables au bien-être et aux relations sociales entre usager-ères, professionnel-les et plus largement pour les relations sociales sur le territoire.

*« La qualité et le confort des équipements contribue également au développement des liens sociaux. Un équipement dans lequel il fait trop chaud l'été n'est pas un lieu dans lequel on a envie de s'arrêter, d'échanger ».*

Les directeurs-trices de MDH.

Les habitant-es citent également la présence de transports en commun et des commerces et services de proximité, notamment médicaux, comme facteurs de bien-être et de lien social.

*« Ca fait 35 ans que j'habite place Beaumarchais. Je suis bien dans mon quartier parce qu'on a les transports en commun, Carrefour juste à côté, les médecins.. je suis bien là ! Je suis veuve depuis un an, je n'ai pas de voiture.. donc pour moi c'est pratique d'habiter ici. Si je me fais opérer de l'autre genou, je fais comment si je ne peux pas me déplacer ? »*

Une bénévole des achats groupés, MDH Essarts Surieux.

- **Un enjeu d'attractivité du territoire**

Alors que les habitant-es parlent largement de l'enjeu de « bien vivre dans son quartier », on peut souligner un enjeu évoqué seulement par les professionnel-les du logement social et de la rénovation urbaine : l'enjeu d'attractivité des territoires. En effet, un quartier dans lequel il fait bon

vivre est un quartier attractif, dans lequel les habitant-es sont heureux de résider, et dans lequel de nouveaux habitant-es ont envie de venir s'installer.

- **L'impact de la canicule sur les liens sociaux et le bien-être**

La canicule, "crise environnementale récurrente", a été citée par la majorité des enquêté-es, comme étant une période particulièrement difficile à vivre. Nous ne reviendrons pas ici sur les impacts de la canicule sur la santé, mais sur les impacts sur le bien-être et le lien social entre habitant-es :

*« La canicule a des effets importants sur notre activité. Elle affecte nos ressources à tous : fatigue, nervosité, impatience, qu'on soit professionnel-le ou habitant-e. Les conditions sont moins favorables et impactent les comportements, il y a plus de conflits ».*

La directrice de la Prévention et de la Sécurité.

On constate que les troubles de voisinage sont plus fréquents pendant les épisodes de canicule, liés à la fatigue, à l'impact du bruit sur le sommeil, etc. La canicule accentue l'isolement, facteur aggravant de la situation de santé des personnes les plus fragiles. Au niveau national, la canicule de 2003 avait montré que les personnes décédées étaient majoritairement des personnes isolées socialement.

- **Le lien social de proximité, facteur de résilience**

Plusieurs professionnel-les ont cité l'importance de relations sociales de proximité fortes (familiales ou de voisinage) pour atténuer l'impact de catastrophes sanitaires (crise liée au covid), ou environnementales (canicule). Des études ont montré que la solidarité joue un rôle important dans la prise en charge des risques entre habitant-es. Connaître son voisin, être impliqué-e dans la vie associative locale etc. sont des leviers majeurs de résilience<sup>30</sup>.

- **Les actions qui concilient enjeux sociaux et environnementaux, bénéfiques pour le lien social**

Les activités et projets qui relient enjeux sociaux et environnement sont estimés bénéfiques pour les solidarités et le vivre ensemble. Les achats groupés, les ateliers cuisine santé, les sorties cueillette, les jardins collectifs, le troc de vêtements... Autant d'exemples mentionnés par les participant-es qui montrent qu'en plus de l'intérêt direct que les bénéficiaires peuvent retirer de l'activité, ceux-ci y trouvent également une opportunité pour nouer des liens :



*« Les confitures ou les achats groupés, c'est une occasion de se voir, et toutes les occasions sont bonnes. Si on peut discuter au-dessus de la casserole, c'est vraiment sympa ! C'est mieux que de parler à une télé qui ne te répond pas ! ».*  
Une bénévoles des achats groupés, MDH Essarts Surieux.

*« Les jardins ont plusieurs objectifs : développer le lien social dans le quartier, lutter contre l'isolement, favoriser les liens entre les générations, valoriser les compétences.. »*  
Des membres du conseil d'administration de l'association Jardins métissés.

<sup>30</sup> Daniel P. Aldrich, *Security and resilience program*, qui porte sur les suites de la catastrophe de Fukushima. L'étude montre que les communes les moins touchées par la mortalité étaient celles où les liens sociaux étaient les plus forts.

Les projets mêlant enjeux sociaux et environnementaux permettent une **mixité des âges et des profils**. Leur fort impact sur le lien social réside dans une de leurs caractéristiques : il s'agit de projets fortement ancrés dans la **proximité** :

*"Les projets liés à l'environnement sont forcément micro-localisés : un compost collectif ou un jardin, si on habite à 10 km ça ne fonctionne pas !"*

Les directeur-trices des MDH.

## Les contraintes et les opportunités identifiés par les acteur-trices

A la croisée des enjeux sociaux et environnementaux, on peut présenter une approche complémentaire au contenu des entretiens en identifiant l'ensemble des contraintes et des opportunités citées et vécues par les personnes enquêtées.

### 1. Les contraintes

- **Les contraintes financières : peu de manœuvre pour ajuster, transformer ses pratiques et sa consommation**

La première contrainte des publics mise en avant par les personnes rencontrées est d'ordre **financier**. Le pouvoir d'achat limite les possibilités des personnes dans leurs pratiques de loisirs, de mobilité, de consommation... De fait, malgré une nette réduction de la part des dépenses alimentaires au sein des budgets des ménages au cours des quarante dernières années, celles-ci, ajoutées aux dépenses de logement, représentent toujours un poste budgétaire considérable pour les publics précaires. L'enquête ayant été réalisée en 2021, on peut aussi supposer que l'inflation majeure survenue depuis début 2022 a encore réduit les capacités des personnes les plus précaires.

Les conséquences d'un pouvoir d'achat contraint s'observent particulièrement sur la **qualité de l'alimentation** des publics, sujet le plus cité dans les entretiens. Les enquêtés soulignent les contraintes sur la qualité des produits : une alimentation plus grasse, plus sucrée, serait privilégiée par les publics, souvent malgré eux. Les personnes dénoncent par ailleurs l'encouragement de ces pratiques par l'environnement médiatique et publicitaire. Les stratégies de la grande distribution constitueraient donc des freins aux transitions, par exemple le passage de l'hypermarché à l'achat local sur certains produits par exemple. *"Il y a beaucoup de freins, d'abord les stratégies de la grande distribution qui éloignent de l'achat local. Nos adversaires sont grands... Les gens sont nécessairement influencés : l'environnement médiatique est très présent dans le quotidien des gens."* La chargée de projets alimentation santé.

D'autres budgets de la vie quotidienne souffrent d'un **manque d'opportunités** pour permettre des transitions ou plus directement pour favoriser le bien-être des individus concernés. Ainsi les faibles ressources provoquent un **non-recours aux soins, aux loisirs...** Elles freinent les capacités de mobilité comme prendre le frais en montagne ou dans une résidence secondaire. Elles inhibent les stratégies d'adaptation aux bouleversements environnementaux, à l'image des questions énergétiques, concernant le logement ou le véhicule motorisé, davantage ancien avec un risque de se heurter à des restrictions de circulation, envisagées notamment dans le cadre de la future Zone à Faibles Emissions (ZFE).

*Ce sont les plus pauvres qui sont plus vulnérables vis à vis des aléas, car il n'ont pas les moyens de s'en prémunir ni de faire face lorsqu'ils sont atteints : riches et moins riches n'ont pas le même degré de résilience. Ces injustices qualifiés d'inégalités environnementales, renforcent mécaniquement les déséquilibres socio-économiques.*  
Lucas Chancel, *Insoutenables inégalités*, 2017.

- **Le cadre de vie et les conditions de logement : des facteurs d'inégalités des conditions face aux enjeux environnementaux**

Pour les personnes enquêtées, il est évident que les conditions de vie sont directement liées au cadre de vie : accès aux services, possibilité de se déplacer dans le quartier, présence d'espaces verts... Parmi les conditions de vie qui s'y rattachent, **l'exposition à la chaleur** revient particulièrement dans le discours des personnes rencontrées. Les publics concernés par des températures désagréables voire néfastes pour leur santé vivent davantage en appartement, qui peuvent être mal isolés, avec des températures fortes l'été et très faibles l'hiver, ce qui de surcroît pèse lourdement dans le budget. Les petites maisons individuelles anciennes seraient également concernées : les enquêté-es parlent de "passoires énergétiques". Parmi les publics concernés, des personnes vulnérables, comme les enfants ou les personnes âgées, sont plus exposées aux conséquences des épisodes caniculaires.

*"Les étés sont de plus en plus chauds, et les habitant-es des QPV<sup>31</sup> sont particulièrement exposés aux îlots de chaleur urbains (ICU). Le bien-être dans certains logements est parfois impossible ! Il y a aussi la fracture énergétique avec des habitant-es qui peuvent être plus exposés que d'autres, dans des logements mal isolés, et avec des revenus faibles".*

Le service social municipal.

Cette exposition plus forte doit par ailleurs être interprétée au regard des moindres capacités d'adaptation des publics, comme « prendre le vert » en montagne pour se soulager des fortes températures, ou tout simplement d'accéder à un jardin à proximité de chez soi. Enfin, les logements en mauvais état entraîneraient un sentiment de dévalorisation, d'abandon, ressenti par les habitant-es concerné-es.



Les contraintes spécifiques liées au cadre de vie s'observent également dans **l'agrément des espaces publics ou des parties communes des logements**. Parmi les principaux constats, l'exposition aux nuisances et la moindre accessibilité aux espaces verts. Concernant les nuisances, les enquêté-es évoquent le bruit, lié à la promiscuité des espaces de vie et des logements ou aux nuisances sonores la nuit : cette difficulté est augmentée par les épisodes de chaleur, avec davantage de personnes dehors lorsque les températures baissent la nuit, et une possibilité d'ouvrir les fenêtres compromise par le bruit. Certains logements cumulent les expositions, à l'image de ceux situés proches de la rocade, moins chers, mais soumis au **bruit** et à la **pollution**. Les enquêté-es mentionnent également le manque de **propreté** de certains espaces, nuisible pour l'environnement et pour le bien-être des personnes. Plus largement, le **trafic** de drogue et les **incivilités** participeraient à l'exclusion des familles à certains espaces publics et à l'augmentation du niveau de stress. A propos de conditions de vie plus difficiles dans les QPV que dans les autres quartiers, le sociologue Hadrien Malier parle de "souffrance environnementale" des habitant-es des quartiers populaires.

La moindre **accessibilité aux espaces verts** est revenue plusieurs fois dans les discours : l'accès à la Frange verte notamment, jugé malaisé en transports en commun, tout comme le parc Géo Charles, à l'exception des habitant-es de la Luire Viscoze, qui s'y rendent à pied.

- **Les difficultés socio-économiques, un frein à la mobilisation citoyenne ?**

Sur les questions de participation citoyenne, le discours des professionnel-les diffère de celui des habitant-es enquêtés. Pour les professionnel-les, les habitant-es sont encore trop peu associé-es par les organisations aux décisions liées à l'environnement, que ce soit au niveau national ou au

31 QPV : "quartiers politique de la ville", c'est à dire quartiers les plus précaires des villes.

niveau local, ou se saisissent peu des espaces et des sujets de concertation proposés. La précarité socio-économique serait un frein à la mobilisation :

« *Les habitant-es sont bien seul-es face à leurs difficultés sociales. On ne peut pas leur reprocher de penser à un niveau individuel.* »

Les directeur-trices de MDH.

Pour les habitant-es, les difficultés socio-économiques ne sont pas nécessairement un obstacle à l'investissement collectif pour l'environnement, car heureusement la vie ne se réduit pas aux difficultés. Cependant les habitant-es privilégient une approche concrète : il-elles valorisent les actions auxquelles il-elles participent et voient se déployer dans leur quartier. Cela remet en question l'idée que les publics en précarité ne seraient pas "disponibles" pour une conscientisation et un engagement citoyen sur ces questions.

## 2. Les opportunités

- **Répondre au besoin de lien social, de préservation du pouvoir d'achat**

Si les budgets contraints constituent un des freins principaux pour les publics, **l'alimentation** serait par ailleurs un important levier pour favoriser les transitions. Au cours de plusieurs entretiens, les jardins partagés et achats groupés ont été abordés. Portées par la collectivité ou des associations, ces actions collectives participeraient à préserver le **pouvoir d'achat** tout en facilitant l'accès à une alimentation plus saine et plus durable. Elles sont également porteuses de **plaisir** pour créer des synergies et favoriser le **pouvoir d'agir**.

Les professionnel-les soulignent ainsi l'effet "boule de neige" lorsque les publics bénéficiaires des jardins ou achats partagés s'emparent du processus, le font vivre, et diffusent les savoirs et pratiques. Les fermes urbaines sont également mentionnées, de même que les opérations de troc, ou collecte de déchets (« clean walk ») : Favorables au **lien social** et au pouvoir d'achat, ces dispositifs **sensibilisent aussi aux enjeux écologiques et d'alimentation**. Les actions environnementales « *donnent un sens collectif, elles font du bien* ».

Par ailleurs, l'inclusion des personnes dans le processus participe à l'**estime de soi** des personnes et à l'horizontalité des expertises. En effet, les démarches rassemblent les acteur-trices d'un territoire, habitant-es comme professionnel-les, et permettent les renversements de posture nécessaires pour privilégier le « **faire avec** » plutôt que le « faire faire » :

« *Le 'faire' c'est un grand vecteur de changement, se mettre en groupe par exemple, se constituer en association* » (La chargée de projets alimentation – santé dans les MDH).

D'autres effets positifs sont générés par ces opportunités, sur la **santé** notamment, grâce une alimentation plus saine et au jardinage, sur la **lutte contre l'isolement** également, car ces actions sont collectives et en dehors de son propre logement ; sur les compétences, car la rencontre avec les producteurs ou la constitution d'une association constituent des savoir-faire ; ou encore sur la parentalité, car le jardinage est un levier de transformation pour l'alimentation des petits, et favorise la transmission des savoirs parents-enfants.



- **Donner du sens : un levier de changement**

Passer du « comment » au « pourquoi » constituerait selon les enquêté-es un des leviers d'action pour favoriser l'adhésion des publics aux enjeux environnementaux. Pour faire émerger le **sens** dans des pratiques encore considérées comme des strictes contraintes, à l'image du tri des déchets notamment, il y a une opportunité à rendre visible le **bénéfice concret, individuel et collectif**, sur la santé par exemple, ou sur le pouvoir d'achat du ménage, et sans discours moralisateur.

Favoriser les transitions individuelles dans les comportements des habitant-es passerait ainsi par une meilleure compréhension des enjeux environnementaux, mais aussi par des co-bénéfices pour les habitant-es, de santé ou de pouvoir d'achat notamment. Par exemple, les pratiques de mobilité douces peuvent être encouragées à travers les activités, une meilleure connaissance de l'offre de transport en commun, ou encore par la fréquentation de lieux de proximité pour découvrir des lieux de nature en proximité.

- **La participation des habitant-es : un outil du pouvoir d'agir**

Davantage encore que la sensibilisation, c'est la **participation** des publics qui a été considérée par les enquêté-es comme l'opportunité principale pour conjuguer enjeux sociaux et environnementaux. Parmi les préconisations, repenser la place des habitant-es dans les actions, encourager la participation pour valoriser la personne et lui donner du pouvoir d'agir, transmettre, inciter, constituent des leviers. Les enquêté-es encouragent les **expérimentations**, notamment pour proposer des transitions « par petites touches ». Ils incitent par ailleurs à favoriser la diversité culturelle dans les projets, et l'intergénérationnel : lorsque des jeunes opèrent des transitions, ils incitent ensuite autour d'eux. Des habitant-es ont ainsi lancé des initiatives et interpellent les pouvoirs publics, à l'image d'une demande d'installation de bornes de recharges électriques pour les véhicules dans le secteurs Essarts-Surieux.



- **Le cadre de vie échirollois, souvent cité comme contribuant au bien-être**

Le cadre de vie échirollois est également considéré comme une source d'opportunité pour engager des transitions, et concilier enjeux sociaux et environnementaux. A l'exception des quartiers Viscose et Kimberley – Petits Prés, l'accessibilité de la commune en transports en commun est soulignée, de même que la présence des parcs, estimés bien répartis sur le territoire communal.

Ainsi, les enquêté-es rappellent l'importance des modes de déplacement doux ou actifs, qui peuvent être encouragés par la tarification et les formations (ex : actions "Remise en selle"). Ils mentionnent également l'impact d'un cadre de vie agréable et entretenu sur les **solidarités** et la **vie sociale**.

## Conclusions de l'enquête

### Préconisations pour une plus grande justice sociale et environnementale

#### En conclusion de l'enquête...

L'enquête a montré à quel point l'environnement est vu dans une acception large par les habitant-es : depuis **l'environnement au sens « cadre de vie de proximité »**, au quotidien, jusqu'à une **vision beaucoup plus globale au sens de « planète »**.

Pour les enquêté-es, **le sujet fait sens**, dans **une approche concrète et systémique à la fois**. Au delà des petits ou grands projets, ou des éco-gestes, les enquêté-es interrogent notre mode de vie, nos choix de consommation.

Il est inexact de penser qu'il faut être économiquement favorisé pour s'intéresser aux questions environnementales : les entretiens ont montré que **les habitant-es sont investi-es et prêt-es à déployer de l'énergie pour les actions, pour lesquelles il-elles identifient une réelle plus value sur leurs conditions de vie**.

Les enquêté-es parlent de leur **conscientisation des enjeux** et des **changements** qu'il-elles sont prêt-es à réaliser dans leur quotidien, sur des besoins essentiels : se loger, s'alimenter, se déplacer, se divertir...

**L'écologie des habitant-es rencontré-es s'ancre dans le quotidien** (une écologie « ordinaire ») lorsqu'elle est conscientisée. Et même s'il n'y a pas d'affirmation de soi "écolo", **les publics les plus modestes sont de fait les plus écolos** du fait de leur consommation particulièrement contrainte, le bilan carbone étant directement lié au niveau de revenu.

Les questions d'environnement font pleinement partie de la hiérarchie des besoins, puisque s'alimenter, se loger etc, fait partie des besoins de base que l'on doit satisfaire, et qui sont très impactés par les questions environnementales.

Les habitant-es rencontré-es déploient une **écologie conviviale**, ancrée dans le lien aux autres et le lien au territoire. **Le lien social est perçu comme un préalable pour agir et « transitionner ensemble »**.

En pleine période de crise sanitaire liée au covid comme lors d'événements climatiques difficiles (canicule), on peut mesurer **les points d'appui du territoire** : des liens sociaux plutôt soutenus, des espaces publics et espaces verts de qualité, des services de proximité, une offre de santé structurée.. qui ont des effets atténuants en période de chocs (la « résilience »).



## Les préconisations pour une plus grande justice sociale et environnementale à l'échelle du territoire

- **Considérer que le bien-être et la santé sont conditionnés par de nombreux facteurs** : niveau de ressources économiques, accès aux soins, mais également cadre de vie et accès à la nature, lien social...
- **Rendre visible les problématiques environnementales** à l'échelle de la commune au moyen d'indicateurs et cartographies (îlots de chaleur urbains, pollution, bruit, moustique tigre..),
- **Intégrer des critères de qualité environnementale dans les projets sociaux, et, inversement, intégrer des critères sociaux dans les projets environnementaux,**



- **Accompagner, financer et valoriser les actions et les habitant-es ou associations** qui les portent, pour favoriser leur développement et leur essaimage,
- Développer l'information, les échanges et les débats avec les habitant-es, dans une dynamique d'**éducation populaire**, pour **consolider la citoyenneté sociale et environnementale...**

\*\*\*

# **ANNEXES**

- **Les personnes et structures interviewées pour l'enquête qualitative**
- **La grille d'entretien**
- **Bibliographie indicative**

## Les personnes et structures interviewées

Les entretiens ont eu lieu entre la mi-2020 et la mi 2021.

### Associations et habitant-es

- Bénévole projet Troc de vêtements à la MDH des Ecureuils
- Membres du conseil d'administration des Jardins métissés, Village Sud
- Bénévoles des projets Achats groupés, MDH Essarts – Surieux, et du collectif Les 3 pignardes
- Permanent de l'association Vie et Partage, Village Sud
- Des habitant-es rencontré-es lors du Forum "Nos conditions de vie, notre environnement" le 28.06.2022
- Des habitant-es rencontré-es lors de Destination été, Cap sur les parcs en juillet 2022.



### Partenaires

- Chargée de projet Recyclerie, Propulse
- Cheffe de projet NPNRU Villeneuves de Grenoble et Echirolles, Grenoble Alpes Métropole
- Chargé de gestion de proximité, Alpes Isère Habitat
- Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée, Echirolles Ouest

### Ville d'Echirolles

- Chargées de projets du Service "Développement durable, transition écologique et adaptation"
- Directeur-trices des Maisons des habitant-es
- Chargée de projets rénovation du patrimoine municipal
- Directrice de la Sécurité et de la Prévention
- Directrice Vie des quartiers, Egalité, Citoyenneté
- Directeur des Affaires Culturelles

### CCAS d'Echirolles

- Directrice du Pôle Petite enfance
- Service gérontologie et handicap
- Coordinatrice Santé
- Service social
- Chargée de projets alimentation santé dans les MDH

# La grille d'entretien utilisée pour l'ensemble des entretiens

## Enquête Analyse des Besoins Sociaux 2021-22

### Une Analyse des Besoins Sociaux (ABS), c'est quoi ?

ABS = obligation réglementaire des CCAS, qui doit être présentée au nouveau conseil d'administration du CCAS = "boussole" de la politique sociale municipale.  
A Echirolles, réalisation de l'ABS tous les 2 à 3 ans. La prochaine sera composée de 2 parties :

- les indicateurs chiffrés de la commune : démographie, logement, emploi, précarité, etc.
- une analyse à partir d'entretiens, sur une problématique émergente, des nouveaux besoins exprimés par les habitant-es...

Notre groupe de travail (CCAS – Ville – AURG) a identifié des acteur-trices du territoire qui semblent pertinents au regard de notre sujet : services municipaux, associations, collectifs d'habitant-es, bailleurs sociaux.. dont vous faites partie.

Pouvez-vous vous présenter ?  
Quelle est votre intervention dans le champ du social / de l'environnement ?

Vos préoccupations principales pour Echirolles  
champ SOCIAL / champ ENVIRONNEMENT :  
- de votre service, votre organisme.  
- les préoccupations des habitant-es

### Le point de départ et le questionnaire

L'environnement et le cadre de vie ont un rôle très important dans le bien être au quotidien.

On sait que les activités humaines ont des impacts diversifiés sur le changement climatique, et qui vont s'accroître : canicules et phénomènes météo violents, moustique tigre, pollution, raréfaction des ressources (énergie, eau, alimentation...), etc.

Notre questionnaire.. avec deux formulations

→ Comment faire en sorte que les impacts du changement climatique et de la pollution n'accroissent pas davantage les inégalités vécues par les populations déjà fragilisées ?

→ Comment l'amélioration des conditions environnementales peut être un levier pour l'amélioration des conditions de vie des échirollois-es, et plus particulièrement des populations les plus fragiles ?

Enjeu de lien social et bien-être dans la ville

Enjeu d'éducation populaire et de citoyenneté

De quel(s) enjeu(x) vous vous sentez le/la plus proche au regard de votre intervention ?

Enjeu de ne pas accentuer les inégalités sociales

Enjeu de lutte contre le réchauffement climatique et d'adaptation au changement climatique

Enjeu de santé

Noter les réactions de la personne interviewée par enjeu : étonnement ?  
Évidence... ? Redessiner le champ lexical utilisé par les personnes.

Merci pour votre participation !

Souhaitez-vous participer au temps de restitution de cette enquête ?  
Oui / non  
Coordonnées (mail) : .....  
.....

Quelles évolutions de ces préoccupations à l'avenir ?

Pour les publics, des contraintes spécifiques liées à l'environnement ?

Des nouvelles opportunités ?  
Des pistes d'action ?

Au regard des enjeux sociaux et environnementaux, est-ce que la crise sanitaire a changé quelque chose dans votre vision, et/ou dans votre intervention ?

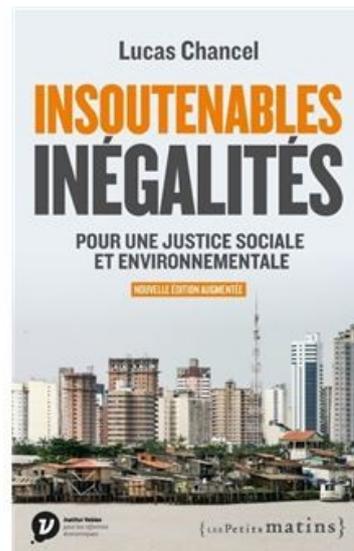
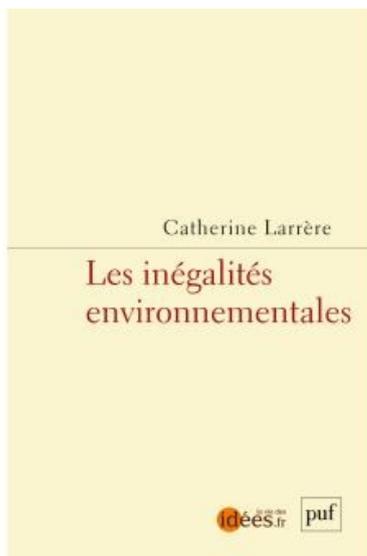
Souhaitez-vous ajouter quelque chose ? 😊

## Bibliographie

Les sources bibliographiques sont de plus en plus étendues. Ci dessous sont indiquées les principales références utilisées pour étayer l'enquête.

### Ouvrages

- Catherine LARRERE, *Les inégalités environnementales*, La vie des idées, PUF, 2017.
- Lucas CHANCEL, *Insoutenables inégalités, Pour une justice sociale et environnementale*, Les petits matins, 2017.



### Reuves

- La Revue de la MRIE, *Conjuguer écologie et solidarité*, Novembre 2019.
- "C'est possible", magazine de la Fédération des centres sociaux, "Les centres sociaux plus chauds que le climat", n°14 décembre 2019 – février 2020.
- Labo cités, centre de ressources politique de la ville Auvergne Rhône – Alpes, « *Transition écologique et solidaire des quartiers populaires* », synthèse du cycle d'échanges 2019-2020.
- OBS'Y Regards croisés, "Environnement : le territoire à l'heure de la transition écologique", juillet 2019

### Articles

- "Les classes populaires et l'enjeu écologique. Un rapport réaliste travaillé par des dynamiques statutaires diverses" / Comby Jean-Baptiste, Malier Hadrien, *Sociétés contemporaines*, 2021 : <https://www.cairn.info/revue-societes-contemporaines-2021-4-page-37.htm?contenu=article>
- "Le rôle politique du travail social à l'ère de l'Anthropocène" / Carrère Mélanie, *Revue Articulations*, 2022 : <https://articulations.numerev.com/articles/revue-3/2758-le-role-politique-du-travail-social-a-l-ere-de-l-anthropocene>

### Sites

- La Fabrique Territoire Santé : <https://www.fabrique-territoires-sante.org/>
- Plan Régional Santé Environnement : <http://www.auvergne-rhone-alpes.prse.fr/>
- Atmo Auvergne Rhône-Alpes (qualité de l'air) : <https://www.atmo-auvergnerrhonealpes.fr/>



*"On peut résoudre la crise environnementale d'une manière plus ou moins égalitaire, et on peut résoudre la question des inégalités économiques de manière plus ou moins écologique. Il faut penser ces deux dimensions ensemble si on veut réussir à aller vers un monde plus équitable et plus durable."*

*Lucas Chancel, Insoutenables Inégalités, Les petits matins, 2017*

**Contact**

**[abs@ville-echirolles.fr](mailto:abs@ville-echirolles.fr)**

**04 76 20 99 46**

Groupe de travail de l'enquête qualitative

Carole Bégou, Hélène Joseph (CCAS d'Échirolles), Agnès Quesne, Emilie Rousset (Ville d'Échirolles), Lucas Jouny (Agence d'Urbanisme de la Région Grenobloise)

Rédaction

Hélène Joseph (CCAS d'Échirolles)

Crédit photographies et graphisme

Service communication Ville d'Échirolles

Date de publication : novembre 2022